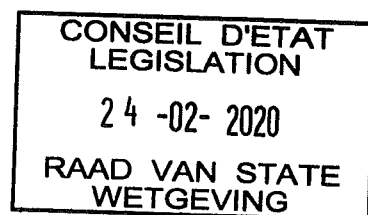


Avant-projet de décret portant assentiment aux amendements au protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève, le 18 décembre 2009

Le Gouvernement wallon,
Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Environnement,
Après délibération,

Arrête :

67042 / 4



Le Ministre-Président et la Ministre de l'Environnement sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Les amendements au protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève le 18 décembre 2009, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 2. Sous réserve du troisième alinéa, les amendements à l'annexe V du protocole d'Aarhus, qui seront adoptés en application de l'article 14, paragraphe 4 du protocole, sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement notifie au Parlement toute proposition d'amendement à l'annexe V du protocole d'Aarhus, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission l'a communiquée aux Parties.

Dans un délai d'un mois suivant la notification visée à l'alinéa 2, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement à l'annexe V du protocole d'Aarhus sorte son plein et entier effet.

Art. 3. Sous réserve du troisième alinéa, les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII du protocole d'Aarhus, qui seront adoptés en application de l'article 14, paragraphe 5 ter du protocole, sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement notifie au Parlement toute proposition d'amendement aux annexes I à IV, VI et VIII du protocole d'Aarhus, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission l'a communiquée aux Parties.

Dans un délai de six mois suivant la notification visée à l'alinéa 2, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement visé à l'alinéa 2 sorte son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,

Céline TELLIER

**Avant-projet de décret portant assentiment aux amendements au protocole d'Aarhus
relatif aux métaux lourds, faits à Genève, le 13 décembre 2012**

I. EXPOSÉ DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

1. Le contexte

Les problèmes de pollution atmosphérique transfrontière ont mené en 1979, au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, à la conclusion de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (dite « Convention LRTAP » pour Long-Range Transboundary Air Pollution). Celle-ci a été conclue à Genève le 13 novembre 1979 et approuvée par la Belgique par la loi du 9 juillet 1982. La Convention est entrée en vigueur le 16 mars 1983.

La Convention LRTAP offre un cadre dans lequel la collaboration internationale en vue de la lutte contre la pollution atmosphérique, qui menace à la fois l'environnement et la santé publique, peut être organisée.

Les 51 Etats actuellement liés à cette Convention se sont engagés à définir une politique et une stratégie afin de réduire les émissions de polluants à l'origine de la pollution atmosphérique transfrontière et de participer également à un programme de surveillance et d'évaluation du transport des émissions à longue distance (EMEP). Les activités des Organes de la Convention ont depuis lors mené à huit protocoles, qui tous ont été ratifiés par la Belgique et sont entrés en vigueur :

- le protocole de Genève de 1984 sur le financement à long terme du programme conjoint pour la surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP);
- le protocole d'Helsinki de 1985 relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30%;
- le protocole de Sofia de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières;
- le protocole de Genève de 1991 relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières;
- le protocole d'Oslo de 1994 relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre ;
- le protocole d'Aarhus de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (POP) ;
- le protocole d'Aarhus de 1998 relatif aux métaux lourds ;
- le protocole de Göteborg de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique.

Le protocole d'Aarhus relatif aux métaux lourds visé ci-dessus est entré en vigueur le 29 décembre 2003. A l'heure actuelle, il a été ratifié par 34 Parties, dont l'Union européenne et la Belgique.

Le protocole d'Aarhus est un accord juridiquement contraignant, considéré comme un traité mixte : il concerne à la fois l'Autorité fédérale et les trois Régions. Le caractère mixte du protocole a été reconnu au sein du groupe de travail des traités mixtes du 13 mai 1998.

En vertu de l'article 167, §§ 3 et 4, de la Constitution, le Parlement wallon a donné son assentiment au protocole d'Aarhus par un décret du Conseil régional wallon du 4 décembre 2003. Il a été ratifié par la Belgique le 8 juin 2005.

Le protocole a été révisé en décembre 2012. Le caractère mixte de la révision du protocole a été reconnu le 11 février 2016.

Le présent exposé des motifs porte sur l'assentiment de la Wallonie à la modification du protocole d'Aarhus relatif aux métaux lourds.

La modification du protocole n'est pas encore en vigueur¹. Elle entrera en vigueur, pour les Parties qui l'ont acceptée, 90 jours après que deux tiers des Parties au protocole auront déposé leur instrument d'acceptation. A ce jour, 18 Parties, dont l'Union européenne en 2016², ont déposé leur instrument d'acceptation.

2. Le protocole d'Aarhus de 1998 : contenu et objectifs

Ce protocole d'Aarhus a pour objet de lutter contre les émissions de métaux lourds (plomb (Pb), cadmium (Cd) et mercure (Hg)), d'origine anthropique, qui sont transportées dans l'atmosphère à longue distance et qui sont susceptibles de provoquer des effets nocifs sur la santé ou sur l'environnement. Il fixe pour cela un certain nombre d'obligations selon deux axes :

- d'une part une réduction des émissions totale de Cd, Hg, Pb par rapport à 1990 des sources industrielles (sidérurgie et industrie des métaux non ferreux), des processus de combustion (production d'énergie et transport) et de l'incinération des déchets,
- d'autre part l'application de valeurs limites d'émission pour les sources stationnaires nouvelles (2 ans après l'entrée en vigueur du protocole) et les sources existantes (8 ans après l'entrée en vigueur) et l'utilisation des Meilleures techniques disponibles (MTD).

Afin de veiller à l'application de ces dispositions, les Parties doivent réaliser des inventaires d'émissions des trois métaux lourds précités.

Le protocole impose également de supprimer les carburants au plomb et d'appliquer des mesures en matière de produits contenant ces métaux lourds (essence, piles, composants électriques, appareils de mesure, amalgames dentaires, pesticides, peintures...).

3. La modification du protocole d'Aarhus relatif aux métaux lourds

Après 3 ans de négociations, les Parties au protocole de 1998 précité, réunies à l'occasion de la 31^{ème} session de l'Organe exécutif de la Convention, ont adopté le 13 décembre 2012 deux décisions visant à modifier le protocole et ses annexes :

- Décision 2012/5 portant modification du texte et des annexes autres que III et VII du protocole de 1998 relatif aux métaux lourds. En application de l'article 13, §3, du protocole, ces modifications doivent être ratifiées par les 2/3 des Parties ;
- Décision 2012/6 portant amendement de l'annexe III du protocole de 1998 relatif aux métaux lourds. En application de l'article 13, § 4, du protocole, ces modifications sont entrées en vigueur le 9 janvier 2014, et ne nécessitent donc pas de ratification par les Parties.

¹ A l'exception de l'annexe III qui est entrée en vigueur en 2014.

² Décision (UE)2016/768 du Conseil du 21 avril 2016 portant acceptation des amendements au protocole de 1998 à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique à longue distance relatif aux métaux lourds.

L'amendement du texte du protocole vise notamment à :

- renforcer la réduction des émissions des métaux lourds par l'imposition de valeurs limites de particules (qui transportent des métaux lourds) et des valeurs limites spécifiques plus sévères pour le cadmium, le plomb et le mercure, pour certaines sources d'émissions industrielles ou d'installations de combustion;
- étendre le champ d'application des activités industrielles soumises à des limites d'émission au secteur de la production d'alliages de silico et ferro-manganèse ;
- mettre à jour les références relatives aux Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux sources stationnaires nouvelles et existantes ;
- introduire des flexibilités facilitant l'accession de nouvelles Parties, notamment les pays EECCA (pays de l'Europe Orientale, de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie Centrale), prenant notamment en considération les difficultés économiques et techniques de ces économies en transition ;
- adopter un document de guidance sur les « Meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions des métaux lourds et leurs composés des catégories de sources listées en annexe II ». Ce document s'adresse autant aux Parties au protocole de 1998 qu'aux Parties qui veulent accéder au protocole amendé.

4. Bref état des lieux

Les métaux lourds présentent des effets indésirables sur la santé (bioaccumulation dans la chaîne alimentaire) et l'environnement vu leur caractère toxique. Il s'agit d'éléments naturellement présents dans l'environnement mais dont les niveaux ont considérablement augmenté par les activités anthropiques après la révolution industrielle.

Selon le rapport scientifique d'évaluation de la qualité de l'air dans la région UNECE établi en 2016 dans le cadre de la Convention LRTAP ³, des réductions significatives d'émissions de métaux lourds ont eu lieu de 1990 à 2005 sur le continent européen (Hg : - 60 % ; Pb : - 90 %, Cd : - 70 %)). Depuis lors, il y a eu peu d'améliorations.

Selon le dernier rapport annuel de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)⁴, dans lequel un point spécial est consacré aux métaux lourds, cette diminution des émissions a conduit à une diminution des concentrations moyennes dans l'air et des dépôts, en particulier sur les sites industriels ; la production d'énergie et les activités industrielles ayant été les principales sources anthropiques de ces métaux au cours de la dernière décennie. Cependant, l'AEE conclut que malgré la réduction considérable des émissions de métaux toxiques dans l'air, des risques à long terme pour la santé humaine et les écosystèmes subsistent, en raison de l'accumulation de métaux dans les sols, les sédiments et les organismes résultant des émissions anthropiques accumulées et qu'il est donc nécessaire de poursuivre les efforts pour réduire les émissions.

³ UNECE - Towards Cleaner Air – Scientific Assessment report 2016.

⁴ EEA report- N°10/2019- Air quality in Europe- 2019 report

Durant les deux dernières décennies, les sources d'émissions de métaux lourds ont changé. L'interdiction de l'essence avec plomb a permis de réduire drastiquement les émissions et les concentrations de plomb dans l'air jusque fin des années 90. Depuis lors, la diminution est beaucoup plus lente. La source première de Cd était la production métallique. Pour le mercure, la réduction des émissions varie fortement au sein de l'EMEP, les Etats membres de l'Union européenne présentant de meilleurs résultats que les pays EECCA.

Dans certains pays néanmoins, les émissions sont en hausse et cette tendance se confirme dans une perspective à long terme, sans mesures complémentaires. Actuellement, les sources principales des trois métaux lourds sont la combustion industrielle, la combustion non-industrielle, la production métallique et la production d'énergie.

En ce qui concerne les concentrations dans l'air, le monitoring à long terme (depuis 1990) dans le cadre de la Convention LRTAP, a permis de mieux connaître les distributions spatiales et temporelles des métaux lourds.

- Concernant le mercure, les niveaux mesurés ont diminué significativement jusqu'à la fin des années 1990, puis ont augmenté à nouveau dans les deux dernières décennies. Il n'existe pas de valeur limite de mercure (Hg) et donc il y a moins de mesures de concentrations dans l'air que pour d'autres polluants bien que la directive 2004/107⁵ demande aux Etats membres de réaliser des mesures (indicatives) dans une station de fond au minimum. Il y a une seule station de mesure en Région wallonne, à Vielsalm, dont le niveau de concentration de 1 ng/m³ est très stable depuis 2011. Les modélisations EMEP des dépassements de charges critiques montrent, pour la Flandre des dépassements supérieurs à 0.2 g/ha/an et pour la Wallonie des dépassements entre 0.1 et 0.2 g/ha/an.⁶ L'on constate aussi que les niveaux de mercure en Europe sont fortement affectés par des sources hors de la région EMEP (notamment l'Asie de l'Est et du Sud).
- Concernant le Cd, des dépassements de la valeur cible (5 ng/m³) ont été observés en Wallonie (Andenne) en 2013 et 2014. Depuis, il n'y a eu aucun dépassement mais la source est toujours sous surveillance.
- Il n'y a plus de dépassement de valeur limite de Pb en Wallonie depuis 1999.
- A l'échelle du continent, pour le Pb et le Cd, la diminution des niveaux de concentration est inférieure à la diminution des émissions à cause de l'effet des émissions secondaires (réactions chimiques des polluants entre eux ou remise en suspension de polluants qui s'étaient déposés) et certainement de l'influence transfrontière des émissions.

De manière générale, le transport transfrontière de ces polluants est important dans la zone EMEP et en provenance de pays hors de la zone EMEP (Chine, Asie du Sud-Est) et influence les concentrations locales. Il est donc important pour la Belgique, et à fortiori pour la Wallonie, que ce protocole soit ratifié et mis en œuvre par le plus grand nombre de Parties de la zone EMEP, et principalement les pays EECCA, mais aussi qu'il suscite des politiques de réduction dans l'ensemble de l'hémisphère nord.

A cet égard, le PNUE a adopté la Convention mondiale de Minamata sur la réduction du mercure, pour combattre ce fléau dans le monde, sur le modèle et sur la base des connaissances développées par ce protocole LRTAP.

5. Lien avec la politique de l'Union européenne

⁵ Directive 2004/107/CE du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les Hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant.

⁶ UNECE–Towards Cleaner Air–Scientific Assessment Report 2016–fig 30, p19.

Les dispositions européennes suivantes ont contribué à transposer le protocole de 1998 dans le droit de l'Union et contribuent à transposer et mettre en œuvre au niveau européen le protocole amendé :

- la directive 2004/107 du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les Hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant. Elle impose notamment une valeur cible pour la concentration de Cd dans l'air ambiant (5 ng/m^3), établit des méthodes et des critères communs pour évaluer les concentrations, notamment, de Cd et de Hg dans l'air ambiant, et favorise la mise à la disposition du public des informations ;
- la directive 2008/50 du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, qui établit un cadre pour l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, et fixe notamment une valeur limite de protection de la santé pour le plomb ($0.5 \mu\text{g/m}^3$) ;
- la directive 2010/75 relative aux émissions industrielles (remplaçant la directive IPPC) qui cible de manière intégrée l'impact environnemental que peuvent engendrer les activités industrielles, en visant notamment les rejets de substances dans l'air. Elle définit les règles pour l'octroi des permis aux exploitations industrielles et impose l'application des Meilleures Technologies Disponibles, la surveillance des rejets et la diffusion de l'information au public.
- Les directives en matière de normes de produits (compétence fédérale), notamment la directive 98/70 fixant des teneurs de plomb dans l'essence, ainsi que toutes les directives ultérieures en matière de qualité des fuels et la directive 2006/66 relative aux piles et accumulateurs, fixant notamment des normes en matière de Hg et Cd.
- Le mercure est également réglementé par la Convention de Minamata, adoptée en 2013 dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). La Convention internationale, entrée en vigueur le 16 août 2017, vise non seulement les émissions de mercure et son usage dans des produits ou des processus industriels, mais aussi la gestion des déchets contenant du mercure, l'extraction, le stockage et le transport. L'Union européenne et la Belgique ont signé la Convention en 2013. L'Union européenne a approuvé la Convention par la décision 2017/939 et l'a transposée via le règlement 2017/852. (La Wallonie a porté assentiment à la Convention par le décret du 21 décembre 2016 et la Belgique a ratifié la Convention le 26 février 2018.)

6. Lien avec la politique de la Belgique

Le protocole est mixte. Les normes et certaines mesures de gestion des produits prévues dans les annexes VI et VII (teneur en plomb dans les carburants, mercure dans les piles, réduction de la concentration de métaux dans les produits...) ressortissent des compétences fédérales et sont déjà mises en œuvre, essentiellement dans le cadre des dispositions européennes en matière de produits.

7. Lien avec la politique de la Wallonie

La mise en œuvre régionale des amendements au protocole s'inscrit dans la législation existante wallonne, transposant les directives précitées, essentiellement :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant ;
- le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ainsi que les arrêtés d'exécution.

La législation en matière de permis d'environnement prévoit notamment que les permis des établissements concernés doivent être actualisés dans un délai de quatre ans à compter de la publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD. Cela signifie que la réglementation wallonne est déjà majoritairement conforme aux dispositions du protocole modifié.

8. Les décisions modifiant et mettant en œuvre le protocole

Comme évoqué au point 3 ci-dessus, deux décisions amendent le protocole et ses annexes.

8.1 La décision 2012/5

La décision 2012/5 se compose de trois articles et d'une annexe :

- l'article 1^{er} dispose que la décision modifie le protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, selon les indications données dans l'annexe de la décision ;
- l'article 2 précise qu'une Partie ne peut accepter les amendements que si elle a déjà adhéré au protocole ou y adhère simultanément ;
- l'article 3 ajoute que les amendements entrent en vigueur le 90^e jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont ratifié les amendements au protocole de 1998;
- l'annexe de la décision rassemble toutes les modifications apportées au texte du protocole et aux annexes (à l'exception des annexes III et VII).

La décision 2012/5 doit être ratifiée par les Parties. Les amendements apportés aux articles et annexes au protocole par cette décision 2012/5 sont détaillés ci-dessous au point 9.

8.2 La décision 2012/6

La décision 2012/6 se compose de deux articles:

- l'article 1^{er} développe la nouvelle annexe III qui remplace l'annexe III de 1998 : il s'agit d'une annexe sur les « Meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de métaux lourds et de leurs composés provenant des catégories de sources énumérées à l'annexe II ».
- l'article 2 dispose que l'entrée en vigueur se fera 90 jours⁷ après la communication officielle de l'amendement à toutes les Parties, sauf pour les Parties qui notifient leur désaccord. L'annexe III est donc entrée en vigueur, pour la Belgique qui n'a pas notifié de désaccord, le 9 janvier 2014.

9. Commentaire des amendements apportés aux articles et annexes du protocole et implications pour la Wallonie

Pour la bonne compréhension du protocole, l'ensemble des articles et des annexes sont détaillés. Il est chaque fois indiqué s'il s'agit d'une disposition amendée ou non.

⁷ Conformément à l'article 13, § 4 du protocole, tel que rédigé avant sa modification par la décision 2012/5.

L'article 1^{er} rassemble les définitions.

1. La définition de « source fixe nouvelle » est amendée : une Partie peut ne pas considérer une source fixe comme « nouvelle » si sa construction ou sa modification substantielle a débuté dans les 5 ans après l'entrée en vigueur du protocole pour cette Partie ;
2. Une définition de « protocole » est ajoutée au paragraphe 12 pour prendre aussi en compte les amendements au protocole.

L'article 2 décrit les objectifs du protocole.

L'objectif est de lutter contre les émissions anthropiques de métaux lourds susceptibles d'avoir des effets nocifs sur la santé et l'environnement.

Il n'a pas fait l'objet d'amendement.

L'article 3 comprend les obligations fondamentales et constitue donc le cœur du protocole.

Chaque Partie doit réduire ses émissions annuelles des métaux lourds listés à l'annexe I : le mercure, le cadmium et le plomb, par rapport à 1990 (ou une autre année entre 1985 et 1995 spécifiée lors de la ratification).

Les Parties doivent également respecter une série d'obligations telle que l'application de valeurs limites (spécifiées à l'annexe V) et de MTD, sur les sources stationnaires. Pour l'application des MTD, il y a lieu de tenir compte de l'annexe III et d'un document de guidance adopté par l'Organe exécutif de la Convention, au lieu de la seule annexe III dans le protocole initial. Des stratégies de réduction différentes peuvent être appliquées si elles aboutissent à des réductions d'émissions équivalentes.

Des mesures en matière de produits, en application de l'annexe VI, sont prévues, mais n'ont pas fait l'objet d'amendement.

Les principales modifications concernent deux nouveaux paragraphes 2 bis et 2 ter qui disposent que si une Partie introduit de nouvelles catégories de sources ou de nouvelles valeurs limites applicables à une source nouvelle, elle peut appliquer des valeurs limites prévues pour une source fixe existante, pour la source nouvelle dont la construction ou la modification substantielle se déroule dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur des amendements du protocole pour cette Partie.

Les inventaires d'émission obligatoires doivent être élaborés selon des directives de l'EMEP, adoptées par l'Organe exécutif de la Convention (auparavant les méthodes provenaient directement de l'EMEP).

Un nouveau paragraphe 8 est également ajouté pour inciter les Parties à contribuer à la surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement et à la modélisation.

Un nouvel article 3 bis prévoit des dispositions transitoires pour des pays qui deviennent Parties au protocole entre le 01.01.2014 et le 31.12.2019. Ils peuvent disposer, pour certaines de leurs catégories de sources, d'une période transitoire plus longue pour se conformer aux obligations du protocole. Cette disposition ne concerne pas la Belgique mais principalement les pays EECCA dont on essaie de faciliter l'assentiment.

L'article 4 organise un échange d'informations et de technologies ainsi que la coopération, tant dans le secteur privé que public, afin de réduire les émissions de métaux lourds et

d'améliorer la gestion des produits et d'encourager l'application des MTD. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 5, pour atteindre les objectifs du protocole, impose aux Parties d'une part, d'adopter des stratégies, politiques, programmes et mesures et prévoit, d'autre part, la possibilité d'appliquer des instruments économiques, d'encourager l'utilisation rationnelle des matières premières et des sources d'énergie moins polluantes, d'encourager les accords volontaires, de prendre des mesures pour rendre les transports moins polluants, de favoriser la prévention et les procédés alternatifs qui émettent moins de métaux lourds. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 6 engage les Parties à encourager les activités de recherche-développement, de surveillance et de coopération dans différents domaines, notamment pour la modélisation du transfert à longue distance des polluants, les dépôts, les inventaires, les effets des métaux lourds sur la santé et l'environnement, les MTD, la collecte, le recyclage et l'élimination des déchets qui en contiennent, l'évaluation socio-économique d'autres mesures de réduction, les niveaux dans l'environnement, les analyses prévisionnelles des émissions, les produits alternatifs, les niveaux dans les produits et les émissions durant le cycle de vie des produits. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 7 impose aux Parties de communiquer annuellement à l'Organe exécutif les informations sur les mesures prises pour répondre aux obligations du protocole.

Les principaux amendements portent sur la nécessité de justifier l'application d'une stratégie différente de réduction (en application de l'article 3) ou lorsque l'application de certaines valeurs limites n'est pas techniquement ou économiquement réalisable.

Par ailleurs, pour les Parties de la zone EMEP, les niveaux d'émission de métaux lourds doivent être établis selon les directives de l'EMEP telles qu'adoptées par l'Organe exécutif de la Convention. Outre ces émissions de métaux lourds qui devaient déjà être communiquées antérieurement à l'EMEP, il y a lieu de l'informer sur les programmes relatifs aux effets de la pollution sur la santé et l'environnement ainsi que les programmes de surveillance et de modélisation de l'atmosphère.

L'EMEP, et les autres organes subsidiaires pour leur part, sont chargés de fournir des informations pertinentes sur les transports à longue distance et les dépôts de métaux lourds.

L'article 8 insiste sur le fait que l'EMEP et ses organes et centres techniques doivent fournir des calculs des flux transfrontières et des dépôts de métaux lourds à l'intérieur de la zone EMEP. Hors de cette zone, les Parties utilisent les modèles adaptés à leur situation.

L'article 9 confie au Comité d'application, créé par la décision 1997/2 de l'Organe exécutif, la mission d'examiner la bonne application du protocole et le respect des obligations par les Parties sur base des rapports et de soumettre à l'Organe exécutif, le cas échéant, toute recommandation appropriée. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 10 charge l'Organe exécutif de l'examen annuel des informations transmises par les Parties, des analyses scientifiques des effets des dépôts et des rapports du Comité d'application. Il examine les progrès dans l'exécution des obligations, ainsi que l'adéquation et l'efficacité des obligations du protocole en fonction des meilleures informations scientifiques. Les Parties évaluent les progrès pour se rapprocher de l'objectif et si des réductions supplémentaires se justifient. Elles déterminent aussi si les conditions sont suffisantes pour appliquer une approche fondée sur les effets.

Le seul amendement à cet article fait que, sur base des conclusions des analyses mentionnées ci-dessus, les Parties ne doivent plus directement élaborer un nouveau plan de travail pour des mesures supplémentaires, mais « envisager » d'élaborer un nouveau plan de travail.

L'article 11 organise le règlement des différents « par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique » au choix des Parties. Il s'agit de clauses types généralement communes à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 12 précise que les annexes font partie intégrante du protocole mais que seules les annexes III et VII ont valeur de recommandation. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 13 relatif aux amendements au protocole a été amendé pour proposer une procédure d'acceptation accélérée des amendements aux annexes II, IV, V, VI. Si une Partie ne souhaite pas avoir recours à la procédure d'acceptation accélérée, elle doit le signaler dans son instrument de ratification conformément au nouveau paragraphe 3 de l'article 15.

En synthèse, trois procédures sont prévues :

- La procédure classique demande ratification pour tous les amendements qui ne portent pas sur les annexes III et VII, après une décision par consensus de l'Organe exécutif. Ils entrent en vigueur 90 jours après que 2/3 des Parties aient ratifié.
- Une procédure simplifiée est prévue pour les annexes III et VII (MTD et mesures de gestion des produits) selon laquelle un amendement entre en vigueur pour une Partie à l'expiration d'un délai de 180 jours après que celui-ci a été notifié à l'ensemble des Parties, sauf si cette Partie fait savoir par écrit, dans un délai de 180 jours, qu'elle n'est pas en mesure d'y adhérer. Les Parties ne doivent donc pas ratifier les amendements à ces annexes.
- En dérogation à la procédure classique, une procédure d'acceptation accélérée (nouvel article 13, paragraphes 5 bis et 5 ter) est prévue pour les amendements aux annexes II, IV, V et VI selon laquelle une décision de l'Organe exécutif par consensus entre en vigueur pour une Partie à l'expiration d'un délai d'un an après que celui-ci a été notifié à l'ensemble des Parties, sauf si cette Partie fait savoir par écrit dans l'année qu'elle n'est pas en mesure d'y adhérer. Si une Partie accepte cette procédure, elle n'est donc plus tenue à l'avenir de ratifier séparément les amendements à ces annexes. Si une Partie rejette cette procédure, elle doit le signaler dans son instrument de ratification au moment de l'approbation des amendements. Étant donné que les amendements doivent être adoptés par consensus, et que cette procédure accélérée fait surtout suite à une demande de l'Union européenne, la Belgique accepte cette procédure et il n'y a pas de mention à cet égard dans le présent projet de décret.

De plus, si une Partie propose une modification des annexes I, VI ou VII visant à ajouter un métal lourd, une mesure de réglementation des produits ou un groupe de produits à ce protocole, elle doit fournir des informations scientifiques et techniques permettant de faire une évaluation de la substance ou du produit, en application de la décision 1998/1 de l'Organe exécutif.

L'article 14 concerne la signature du protocole selon une clause type généralement commune à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 15 portant sur la ratification du protocole a été amendé par l'ajout d'un paragraphe 3 qui permet à une Partie de rejeter la procédure d'acceptation accélérée organisée par les nouveaux paragraphes 5 bis et 5 ter de l'article 13, mentionnés ci-dessus.

Les articles 16 à 19 veillent à la bonne organisation et application du protocole quant à la forme. Il s'agit de dispositions relatives au dépositaire, à l'entrée en vigueur, à la dénonciation et aux textes faisant foi (les versions anglaise, française et russe) selon des clauses types généralement communes à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Ces articles n'ont pas été amendés.

ANNEXES

Le protocole est assorti de 7 annexes. Seule l'annexe V a été intégralement remplacée.

L'annexe 1 liste les métaux lourds visés par le protocole (Cd, Pb et Hg) et l'année de référence pour l'obligation (1990 pour la Belgique selon une décision de la CIE du 21 juin 2002). Selon les inventaires belges de 2017 (soumission 2019), la Wallonie a réalisé une réduction par rapport à 1990 de 83 % de Cd, 83 % de Hg et plus 96,8 % de Pb. L'annexe n'a pas été amendée.

L'annexe II qui liste 11 catégories de sources fixes a été amendée par l'ajout des installations de production d'alliages de silico et ferro-manganèse, à la catégorie des installations de production de cuivre, plomb et zinc. La Wallonie est concernée pour une installation et fixe déjà, le cas échéant, des normes dans les permis. Cet amendement ne nécessite pas de modification de la législation wallonne.

L'annexe III qui définit et donne les critères pour déterminer les Meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de métaux lourds et de leurs composés provenant des catégories de sources énumérées à l'annexe II a été profondément modifiée par la Décision 2012/6 qui ne nécessite pas de ratification, comme expliqué aux points 3 et 8.2 de la présente note. La section qui décrit les MTD a été actualisée et sortie du protocole pour intégrer un document de guidance spécifique, adopté par la décision 2012/7 de l'Organe exécutif, qui pourra plus facilement être actualisé.

En Région wallonne, l'imposition des MTD s'inscrit dans la législation relative aux permis d'environnement, qui ne nécessitera pas de modification.

L'annexe IV fixe les délais d'application des valeurs limites et des MTD pour les sources fixes nouvelles et existantes. Un amendement à cette annexe rend les nouvelles normes pour les installations existantes applicables à partir du 1^{er} janvier 2021. Pour les nouvelles installations, les valeurs limites s'appliquent 2 ans après l'entrée en vigueur du protocole. Les Parties qui ratifient entre janvier 2014 et décembre 2019 peuvent prolonger les délais d'application de 15 ans pour les installations existantes, sauf s'ils font valoir les dispositions transitoires prévues par le nouvel article 3 bis, en le mentionnant dans leur instrument de ratification.

La Région wallonne, comme les autres Régions, applique déjà les normes tant pour les installations nouvelles qu'existantes. De ce point de vue, la ratification de la Belgique après 2019 ne posera pas de problème.

L'annexe V qui fixe des valeurs limites pour les grandes sources fixes a été remplacée en totalité par un nouveau texte afin de mettre à jour ces normes. La plupart des normes concernent les poussières car celles-ci transportent les métaux lourds. Il y a une valeur limite spécifique de plomb pour l'industrie du verre et de mercure pour l'incinération des déchets. Ces normes sont basées sur la législation européenne, essentiellement la directive 2010/75 sur les émissions industrielles, ce qui signifie qu'elles sont déjà mises en œuvre en Région wallonne et ne nécessitent pas de modification de la législation wallonne.

L'annexe VI dispose de mesures de réglementation des produits, principalement le plomb dans l'essence et le mercure dans les piles. Il s'agit de compétences fédérales. Deux arrêtés royaux respectivement du 20 mars 2000 et du 20 août 2000 réglementent ces matières et ne nécessitent pas de modification.

L'annexe VII décrit des mesures de gestion des produits qui contiennent du plomb, du cadmium ou du mercure : notamment favoriser l'utilisation de produits alternatifs qui ne contiennent pas des métaux lourds, la réduction des concentrations de métaux dans les produits, la sensibilisation du public et des incitants économiques pour des produits moins polluants. Cette annexe n'a pas été amendée.

Commentaire des articles du projet de décret

Article 1^{er}

L'article 1^{er} prévoit que les amendements au protocole d'Aarhus relatif aux métaux lourds, faits à Genève le 13 décembre 2012, sortiront leur plein et entier effet. Il s'agit des amendements contenus dans la décision 2012/5.

Article 2

L'article 2 prévoit qu'en application de l'article 13, paragraphe 4, ou 5 ter, du protocole, les amendements aux annexes II, III, IV, V et VII du protocole ne nécessiteront pas d'assentiment.

Cependant, le Parlement pourra exprimer son éventuelle opposition aux règles nouvelles envisagées : les alinéas 2 et 3 prévoient que le Gouvernement doit communiquer au Parlement les amendements et que le Parlement peut s'opposer à ces amendements.

Les amendements à l'annexe VI du protocole ne sont pas visés. En effet, il s'agit d'amendements qui relèvent de la compétence de l'Autorité fédérale (normes de produits).

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Reference: C.N.555.2010.TREATIES-3 (Depositary Notification)

PROTOCOL TO THE 1979 CONVENTION ON LONG-RANGE
TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION ON PERSISTENT ORGANIC
POLLUTANTS

AARHUS, 24 JUNE 1998

AMENDMENTS TO THE TEXT AND TO ANNEXES I, II, III, IV, VI AND VIII TO THE PROTOCOL

The Secretary-General of the United Nations, acting in his capacity as depositary,
communicates the following:

By Decision 2009/1, adopted on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, held in Geneva, Switzerland from 14 to 18 December 2009, the Parties adopted amendments to the text of the Protocol and to Annexes I, II, III, IV, VI and VIII to the Protocol, in accordance with paragraph 3 of article 14 of the Protocol.

In accordance with paragraph 3 of article 14, amendments to the Protocol and to annexes I to IV, VI and VIII shall enter into force for the Parties which have accepted them on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof. Amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after the date on which that Party has deposited its instrument of acceptance thereof.

.... A copy of the authentic text of the amendments in the English, French and Russian languages is attached.

14 September 2010



Attention: Treaty Services of Ministries of Foreign Affairs and of international organizations concerned. Depositary notifications are issued in electronic format only. Depositary notifications are made available to the Permanent Missions to the United Nations in the United Nations Treaty Collection on the Internet at <http://treaties.un.org>, under "Depositary Notifications (CNs)". In addition, the Permanent Missions, as well as other interested individuals, can subscribe to receive depositary notifications by e-mail through the Treaty Section's "Automated Subscription Services", which is also available at <http://treaties.un.org>.

C.N.555.2010.TREATIES-3 (Annex/Annexe)

AMENDMENTS TO THE TEXT AND TO ANNEXES I, II, III, IV, VI AND VIII

AMENDEMENTS AU TEXTE ET AUX ANNEXES I, II, III, IV, VI ET VIII

**DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-
RANGE TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In English)**

Decision 2009/1

**Amendment of the text of and annexes I, II, III, IV, VI and VIII to the 1998 Protocol on
Persistent Organic Pollutants**

*The Parties to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants meeting within the
twenty-seventh session of the Executive Body,*

*Decide to amend the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants (the "POPs
Protocol") to the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution as follows:*

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Article 1

For paragraph 12 there shall be substituted:

"New stationary source" means any stationary source of which the construction or substantial modification is commenced after the expiry of 2 years from the date of entry into force for a Party of:

- (a) the present Protocol; or
- (b) an amendment to the present Protocol that, with respect to a stationary source, either introduces new limit values in Part II of annex IV or introduces the category in annex VIII in which that source falls.

It shall be a matter for the competent national authorities to decide whether a modification is substantial or not, taking into account such factors as the environmental benefits of the modification.

B. Article 3

1. In article 3, paragraphs 5(b)(i) and 5(b)(iii) of the POPs Protocol, for the words:

"for which annex V identifies best available techniques"

there shall be substituted:

"for which guidance adopted by the Parties at a session of the Executive
Body identifies best available techniques".

2. The semi-colon at the end of paragraph 5(b)(iv) shall be changed to a full stop.

3. Paragraph 5(b)(v) is deleted.

C. Article 13

The words "Annexes V and VII are" shall be replaced by the words "Annex V is"

D. Article 14

1. Paragraph 3 shall be replaced by the following:

"3. Amendments to the present Protocol and to annexes I to IV, VI and VIII shall be adopted by consensus of the Parties present at a session of the Executive Body, and shall enter into force for the Parties which have accepted them on the ninetieth day after the date on which two thirds of those that were Parties at the time of their adoption have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof. Amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after the date on which that Party has deposited its instrument of acceptance thereof. This paragraph shall be subject to paragraphs 5 bis and 5 ter below."

2. In paragraph 4, for the words "annexes V and VII" shall be substituted "annex V" and for the words "any such annex" shall be substituted "annex V".

3. In paragraph 5, the words "or VII" shall be deleted and for the words "such an annex" shall be substituted "annex V".

4. After paragraph 5, the following new paragraphs shall be added:

"5 bis. For those Parties having accepted it, the procedure set out in paragraph 5ter below shall supersede the procedure set out in paragraph 3 above in respect of amendments to annexes I to IV, VI and VIII.

"5 ter.

- (a) Amendments to annexes I to IV, VI and VIII shall be adopted by consensus of the Parties present at a session of the Executive Body. On the expiry of one year from the date of its communication to all Parties by the Executive Secretary of the Commission, an amendment to any such annex shall become effective for those Parties which have not submitted to the Depositary a notification in accordance with the provisions of subparagraph (b) below;
- (b) Any Party that is unable to approve an amendment to annexes I to IV, VI and VIII shall so notify the Depositary in writing within one year from the date of the communication of its adoption. The Depositary shall without delay notify all Parties of any such notification received. A Party may at any time substitute an acceptance for its previous notification and, upon deposit of an instrument of acceptance with the Depositary, the amendment to such an annex shall become effective for that Party;
- (c) Any amendment to annexes I to IV, VI and VIII shall not enter into force if an aggregate number of sixteen or more Parties have either:

- (i) Submitted a notification in accordance with the provisions of subparagraph (b) above; or
- (ii) Not accepted the procedure set out in this paragraph and not yet deposited an instrument of acceptance in accordance with the provisions of paragraph 3 above”.

E. Article 16

A new paragraph shall be added after paragraph 2 as follows:

“3. A State or Regional Economic Integration Organisation shall declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession if it does not intend to be bound by the procedures set out in article 14, paragraph 5 ter as regards the amendment of annexes I to IV, VI and VIII.”

F. Annex I

1. In the listing for the substance DDT, the conditions (numbered 1 and 2) on elimination of production shall be deleted and replaced by the word “None” and the words “except as identified in annex II” in the conditions on use shall be deleted.
2. In the listing for the substance Heptachlor, the conditions on use shall be deleted and replaced by the word “None”.
3. In the listing for the substance Hexachlorobenzene, the conditions on production and use shall be deleted and in each case replaced by the word “None”.
4. Listings for the following substances shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following rows:

Hexachlorobutadiene CAS: 87-68-3	Production	None
	Use	None

Hexachlorocyclohexanes (HCH) (CAS: 608-73-1), including lindane (CAS: 58-89-9)	Production	None
	Use	None, except for the gamma isomer of HCH (lindane), used as topical insecticide for public health purposes. Such uses shall be re-evaluated under this Protocol in 2012 or one year after the amendment enters into force, whichever is later.

Hexabromodiphenyl ether ^{a/} and heptabromodiphenyl ether ^{a/}	Production	None
	Use	1. A Party may allow recycling of articles that contain or may contain any of these substances, and the use and final disposal of articles manufactured from recycled materials that contain or may contain any of these substances, provided that the recycling and final disposal is carried out in an environmentally sound manner and does not

		lead to recovery of any of these substances for the purpose of their reuse. 2. Commencing 2013 and every four years subsequently until the above condition is removed or otherwise expires, the Executive Body shall evaluate the progress that Parties have made towards achieving their ultimate objective of elimination of these substances contained in articles and review the continued need for the condition, which shall in any case expire at the latest in 2030.
--	--	--

Tetrabromodiphenyl ether ^{b/} and pentabromodiphenyl ether ^{b/}	Production	None
	Use	1. A Party may allow recycling of articles that contain or may contain any of these substances, and the use and final disposal of articles manufactured from recycled materials that contain or may contain any of these substances, provided that the recycling and final disposal is carried out in an environmentally sound manner and does not lead to recovery of any of these substances for the purpose of their reuse. 2. Commencing 2013 and every four years subsequently until the above condition is removed or otherwise expires, the Executive Body shall evaluate the progress that Parties have made towards achieving their ultimate objective of elimination of these substances contained in articles and review the continued need for the condition, which shall in any case expire at the latest in 2030.

Pentachlorobenzene CAS : 608-93-5	Production	None
	Use	None

Perfluorooctane sulfonate (PFOS) ^{c/}	Production	None, except for production for the uses (a)-(c) below, and (a)-(e) in annex II
	Use	None, except for the following uses and uses (a)-(e) in annex II: (a) Chromium electroplating, chromium anodizing and reverse etching until 2014; (b) Electroless nickel-polytetrafluoroethylene plating until 2014; (c) Etching of plastic substrates prior to their

		metalization until 2014; (d) Firefighting foams, but only if they have been manufactured or were in use by 18 December 2009 With respect to firefighting foams: (i) Parties should endeavor to eliminate by 2014 firefighting foams containing PFOS that were manufactured or in use by 18 December 2009 and shall report on their progress to the Executive Body in 2014; (ii) Based on the reports of the Parties and paragraph (i), the Executive Body shall in 2015 assess whether the use of firefighting foams containing PFOS that were manufactured or in use by 18 December 2009 should be subject to additional restrictions.
--	--	--

5. The listing for the substance PCB shall be deleted and replaced by the following row:

Polychlorinated biphenyls (PCBs) ^{d/}	Production	None
	Use	None. Concerning PCBs in use by the implementation date, Parties shall: 1. Make determined efforts designed to lead to: (a) The elimination of the use of identifiable PCBs in equipment (i.e. transformers, capacitors or other receptacles containing residual liquid stocks) containing PCBs in volumes greater than 5 dm³ and having a concentration of 0.05% PCBs or greater, as soon as possible but no later than 31 December 2010, or 31 December 2015 for countries with economies in transition; (b) The destruction or decontamination in an environmentally sound manner of: - All liquid PCBs referred to in subparagraph (a) and other liquid PCBs containing more than 0.005% PCBs not in equipment, as soon as possible but no later than 31 December 2015, or 31 December 2020 for countries with economies in transition; - All liquid PCBs referred to in paragraph 2 (a) no later than 31 December 2029; (c) The decontamination or disposal of equipment referred in subparagraphs 1 (a) and 2 (a) in an environmentally sound manner.

		2. Endeavour to: (a) Identify and remove from use equipment (e.g. transformers, capacitors or other receptacles containing liquid stocks) containing more than 0.005% PCBs and volumes greater than 0.05 dm³, as soon as possible but no later than 31 December 2025; (b) Identify other articles containing more than 0.005% PCBs (e.g. cable sheaths, cured caulk and painted objects) and manage them in accordance with paragraph 3 of article 3. 3. Ensure that the equipment described in subparagraphs 1 (a) and 2 (a) is not exported or imported other than for the purpose of environmentally sound waste management. 4. Promote the following to reduce exposures and risk to control the use of PCBs: (a) Use PCBs only in intact and non-leaking equipment and only in areas where the risk from environmental release can be minimized and quickly remedied; (b) Not use PCBs in equipment in areas associated with the production or processing of food or feed; When PCBs are used in populated areas, including schools and hospitals, take all reasonable measures to prevent electrical failures that could result in a fire, and regularly inspect equipment for leaks.
--	--	--

6. Footnote a/ at the end of annex I shall be deleted.

7. The following footnotes shall be added at the end of annex I:

^{a/} "Hexabromodiphenyl ether and heptabromodiphenyl ether" mean 2,2',4,4',5,5'-hexabromodiphenyl ether (BDE-153, CAS No: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphenyl ether (BDE-154, CAS No: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-heptabromodiphenyl ether (BDE-175, CAS No: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-heptabromodiphenyl ether (BDE-183, CAS No: 207122-16-5) and other hexa- and heptabromodiphenyl ethers present in commercial octabromodiphenyl ether."

^{b/} "Tetrabromodiphenyl ether and pentabromodiphenyl ether" means 2,2',4,4'-tetrabromodiphenyl ether (BDE-47, CAS No: 40088-47-9) and 2,2',4,4',5-pentabromodiphenyl ether (BDE-99, CAS No: 32534-81-9) and other tetra- and pentabromodiphenyl ethers present in commercial pentabromodiphenyl ether."

“^{c/} Perfluorooctane sulfonate (PFOS) means substances defined by the molecular formula C₈F₁₇SO₂X, where X = OH, metal salt, halide, amide or other derivatives including polymers.”

“^{d/} “Polychlorinated biphenyls” means aromatic compounds formed in such a manner that the hydrogen atoms on the biphenyl molecule (two benzene rings bonded together by a single carbon-carbon bond) may be replaced by up to 10 chlorine atoms.”

G. Annex II

1. The listings for the substances DDT, HCH, and PCB in the table appearing after the first paragraph of annex II, shall be deleted.
2. A listing for the following substance shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following row:

Substance	Implementation requirements	
	Restricted to uses	Conditions
Perfluorooctane sulfonate (PFOS) ^{a/}	(a) Photo-resist or anti-reflective coatings for photolithography processes; (b) Photographic coatings applied to films, papers or printing plates; (c) Mist suppressants for non-decorative hard chromium (VI) plating and wetting agents for use in controlled electroplating systems; (d) Hydraulic fluids for aviation; (e) Certain medical devices (such as ethylene tetrafluoroethylene copolymer (ETFE) layers and radio-opaque ETFE production, in vitro diagnostic medical devices, and CCD colour filters).	Parties should take action to eliminate these uses once suitable alternatives are available. No later than 2015 and every four years thereafter, each Party that uses these substances shall report on progress made to eliminate them and submit information on such progress to the Executive Body. Based on these reports, these restricted uses shall be reassessed.

^{a/} Perfluorooctane sulfonate (PFOS) means substances defined by the molecular formula C₈F₁₇SO₂X, where X = OH, metal salt, halide, amide or other derivatives including polymers

H. Annex III

1. The text under the heading "Reference year" for each of the substances listed in annex III shall be deleted and replaced by the following:

"1990; or an alternative year from 1985 to 1995 inclusive, or for countries with economies in transition, an alternative year from 1985 to the year of the entry into force of the Protocol for a Party, and as specified by that Party upon ratification, acceptance, approval or accession"

2. In the listing for the substance Hexachlorobenzene, under the name of the substance shall be added the following text: "CAS: 118-74-1".
3. A listing for the substance PCBs shall be added by inserting at the end of the chart the following row:

PCBs ^{c/}	2005; or an alternative year from 1995 to 2010 inclusive, or for countries with economies in transition, an alternative year from 1995 to the year of the entry into force of the Protocol for a Party, and as specified by that Party upon ratification, acceptance, approval or accession.
--------------------	--

4. A footnote shall be added after footnote ^{b/} as follows:

"^{c/} Polychlorinated biphenyls, as defined in annex I, when formed and released unintentionally from anthropogenic sources."

I. Annex IV

1. In paragraph 2, inside the brackets, the word "and" shall be deleted and the words ", and for a given oxygen content" shall be added at the end.

2. Paragraph 3 shall be deleted and replaced by the following text:

"3. Limit values relate to the normal operating situation. For batch operations, limit values relate to average levels as recorded during the whole batch process – including for example pre-heating, heating and cooling."

3. In paragraph 4, the word "applicable" shall be added before the word "standards" and the words "for example" shall be added before the words "the Comité."

4. Paragraph 6 shall be deleted and replaced by the following text and footnote:

"6. Emissions of PCDD/F are given in total toxic equivalents (TEQ)^{1/}. The toxic equivalence factor values to be used for the purposes of this Protocol shall be consistent with applicable international standards, including the World Health Organization 2005 mammalian toxic equivalence factor values for PCDD/F."

^{“1/} The total toxic equivalent (TEQ) is operationally defined by the sum of the products of the concentration of each compound multiplied by its toxic equivalency factor (TEF) value and is an estimate of the total 2,3,7,8-TCDD-like activity of the mixture. Total toxic equivalent was previously abbreviated as TE.”

5. Paragraph 7 shall be deleted and replaced by the following text and footnote:

“7. The following limit values, which refer to 11% O₂ concentration in flue gas, apply to the following incinerator types:

Municipal solid waste (existing stationary source burning more than 3 tonnes per hour and every new stationary source)
0.1 ng TEQ/m³

Medical solid waste (existing stationary source burning more than 1 tonne per hour and every new stationary source)

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.5 ng TEQ/m³

Hazardous waste (existing stationary source burning more than 1 tonne per hour and every new stationary source)

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.2 ng TEQ/m³

Non hazardous industrial waste^{1/2/}

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.5 ng TEQ/m³”

^{“1/} Including incinerators treating biomass waste which may contain halogenated organic compounds or heavy metals as a result of treatment with wood-preserved or coating, and which includes in particular biomass waste originating from construction and demolition waste, but excluding incinerators only treating other biomass waste.”

^{“2/} Countries with economies in transition may exclude co-combustion of non-hazardous industrial waste in industrial processes where such waste is used as an additional fuel contributing up to 10% of the energy.”

6. The following new paragraphs shall be added after paragraph 7:

8. The following limit value, which refers to 16% O₂ concentration in flue gas, applies to sinter-plants:

0.5 ng TEQ/m³

9. The following limit value, which refers to the actual O₂ concentration in flue gas, applies to the following source:

Secondary steel production – Electric arc furnaces with a capacity to produce more than 2.5 tonnes per hour of molten steel for further processing:

0.5 ng TEQ/m³

J. Annex VI

1. The existing text of the annex shall be marked as paragraph 1.
2. In paragraph (a), after the words “present Protocol” shall be added the words “for a Party”.
3. For paragraph (b) there shall be substituted:
“For existing stationary sources:
 - (i) eight years after the date of entry into force of the present Protocol for a Party. If necessary this period may be extended for specific existing stationary sources in accordance with the amortization period provided for by national legislation; or
 - (ii) for a Party that is a country with an economy in transition, up to fifteen years after the date of entry into force of the present Protocol for that Party.”
4. A new paragraph shall be added at the end of the annex as follows:
“2. The timescales for the application of limit values and best available techniques that have been updated or introduced as a result of amendment of this Protocol shall be:
 - (a) for new stationary sources, two years after the date of entry into force of the relevant amendment for a Party;
 - (b) for existing stationary sources:
 - (i) eight years after the date of entry into force of the relevant amendment for a Party; or
 - (ii) for a Party that is a country with an economy in transition, up to fifteen years after the date of entry into force of the relevant amendment for that Party”.

K. Annex VIII

1. In the second sentence of part I, before the words “annex V” shall be added the words “the guidance document referred to in”.
2. The description of category 1 in the table in part II shall be deleted and replaced by the following text: “Waste incineration, including co-incineration, of municipal, hazardous, non-hazardous and medical wastes and sewage sludge.”
3. The following new categories shall be added to the table in part II:

13	Specific chemical production processes releasing unintentionally formed persistent organic pollutants, especially production of chlorophenols and chloranil.
14	Thermal processes in the metallurgical industry; chlorine-based methods.

ARTICLE 2: RELATIONSHIP TO THE POPS PROTOCOL

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of acceptance of this Amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited an instrument of ratification, acceptance, approval, or accession to the POPS Protocol.

ARTICLE 3: ENTRY INTO FORCE

1. In accordance with article 14(3) of the POPS Protocol, this Amendment shall enter into force on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties to the POPS Protocol have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof.
2. After the entry into force of this Amendment, as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of acceptance.

DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-RANGE
TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In French)

Décision 2009/1

**Modification du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII
du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques
persistants**

*Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants
présentes à la vingt-septième session de l'Organe exécutif,*

*Décident de modifier comme suit le Protocole de 1998 à la Convention sur la
pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques
persistants («le Protocole relatif aux POP»):*

**Article premier
Amendement**

A. Article premier

Le paragraphe 12 est remplacé par le texte suivant:

On entend par «source fixe nouvelle» toute source fixe que l'on commence à construire ou que l'on entreprend de modifier substantiellement à l'expiration d'un délai de deux ans qui commence à courir à la date d'entrée en vigueur à l'égard d'une Partie:

- a) Du présent Protocole; ou
- b) D'un amendement au présent Protocole qui, pour une source fixe, introduit de nouvelles valeurs limites dans la partie II de l'annexe IV ou indique dans l'annexe VIII de quelle catégorie relève cette source.

Il appartient aux autorités nationales compétentes de déterminer si une modification est substantielle ou non, en tenant compte de facteurs tels que les avantages que cette modification présente pour l'environnement.

B. Article 3

1. Aux alinéas b i) et b iii) du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux POP, les termes:

«pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe V» sont remplacés par les termes suivants:

«pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif.».

2. Le point virgule à la fin de l'alinéa b iv) du paragraphe 5 est transformé en point.
3. L'alinéa b v) du paragraphe 5 est supprimé.

C. Article 13

Les termes «Les annexes V et VII ont» sont remplacés par les termes «L'annexe V a».

D. Article 14

1. Le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Les amendements au présent Protocole et aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif et entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des États qui étaient Parties au moment de leur adoption ont déposé leur instrument d'acceptation de ces amendements auprès du Dépositaire. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements. Le présent paragraphe s'applique sous réserve des dispositions des paragraphes 5 *bis* et 5 *ter* ci-après.».

2. Au paragraphe 4, les termes «aux annexes V et VII» sont remplacés par les termes «à l'annexe V» et les termes «d'une ou l'autre de ces annexes» sont remplacés par les termes «l'annexe V».

3. Au paragraphe 5, les termes «ou VII» sont supprimés et les termes «cette annexe» sont remplacés par les termes «l'annexe V».

4. Après le paragraphe 5, les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

«5 *bis*. Pour les Parties qui l'ont accepté, la procédure définie au paragraphe 5 *ter* ci-dessous remplace la procédure définie au paragraphe 3 ci-dessus en ce qui concerne les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII.».

«5 *ter*.

a) Les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une réunion de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa communication à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission, tout amendement à une telle annexe prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa *b* ci-dessous;

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes I à IV, VI ou VIII en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai d'un an à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe prend effet pour cette Partie;

c) Un amendement aux annexes I à IV, VI ou VIII n'entre pas en vigueur si 16 Parties au moins:

i) Ont soumis une notification conformément aux dispositions de l'alinéa *b* ci-dessus; ou

ii) N'ont pas accepté la procédure définie dans ledit alinéa et n'ont pas encore déposé un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.».

E. Article 16

Après le paragraphe 2, il est ajouté un nouveau paragraphe ainsi conçu:

«3. Tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui ne souhaite pas être lié par la procédure définie au paragraphe 5 *ter* de l'article 14 en ce qui concerne l'amendement des annexes I à IV, VI ou VIII le déclare dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.»

F. Annexe I

1. Dans l'inscription de la substance DDT, les conditions (numérotées 1 et 2) relatives à l'élimination de la production sont supprimées et remplacées par le terme «Aucune» et les termes «sauf celles spécifiées à l'annexe II» dans les conditions d'utilisation sont supprimés.
2. Dans l'inscription de la substance Heptachlore, les conditions d'utilisation sont supprimées et remplacées par le terme «Aucune».
3. Dans l'inscription de la substance Hexachlorobenzène, les conditions de production et d'utilisation sont supprimées et remplacées dans les deux cas par le terme «Aucune».
4. Les inscriptions des substances ci-après sont ajoutées en insérant dans l'ordre alphabétique voulu les rubriques suivantes:

Hexachlorobutadiène CAS: 87-68-3	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Hexachloro-cyclohexanes (HCH) (CAS: 608-73-1), y compris le lindane (CAS: 58-89-9)	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune, sauf pour l'isomère gamma du HCH (lindane), utilisé comme insecticide topique à des fins de santé publique. Les utilisations de cette nature feront l'objet d'une réévaluation dans le cadre du Protocole en 2012 ou une année après l'entrée en vigueur de l'amendement, si cette seconde date est postérieure à la première.
Hexabromo-diphényléther ^a et heptabromo- diphényléther ^a	La production	Aucune
	L'utilisation	1. Une Partie peut autoriser le recyclage d'articles qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une ou l'autre de ces substances, ainsi que l'utilisation et l'élimination finale d'articles fabriqués à partir de matériaux recyclés qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une ou l'autre de ces substances, à condition que le recyclage et l'élimination finale soient effectués de manière écologiquement rationnelle et n'aboutissent pas à la récupération de l'une ou l'autre de ces substances en vue de leur réutilisation. 2. À partir de 2013 et tous les quatre ans par la suite jusqu'à ce que la condition ci-dessus soit supprimée ou devienne caduque de quelque autre manière, l'Organe exécutif évaluera les progrès accomplis par les Parties vers la réalisation de leur objectif ultime d'élimination.

		de ces substances contenues dans des articles et déterminera s'il est nécessaire de maintenir cette condition, qui en tout état de cause expirera au plus tard en 2030.
Tetrabromo-diphényléther ^b et pentabromo-diphényléther ^b	La production	Aucune
	L'utilisation	1. Une Partie peut autoriser le recyclage d'articles qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une quelconque de ces substances, ainsi que l'utilisation et l'élimination finale d'articles fabriqués à partir de matériaux recyclés qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une quelconque de ces substances, à condition que le recyclage et l'élimination finale soient effectués de manière écologiquement rationnelle et n'aboutissent pas à la récupération de l'une ou l'autre de ces substances en vue de leur réutilisation. 2. À partir de 2013 et tous les quatre ans par la suite jusqu'à ce que la condition ci-dessus soit supprimée ou devienne caduque de quelque autre manière, l'Organe exécutif évaluera les progrès accomplis par les Parties vers la réalisation de leur objectif ultime d'élimination de ces substances contenues dans des articles et déterminera s'il est nécessaire de maintenir cette condition, qui en tout état de cause expirera au plus tard en 2030.
Pentachlorobenzène CAS: 608-93-5	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Sulfonates de perfluorooctane (SPFO) ^c	La production	Aucune, sauf pour la production en vue des utilisations a) à c) indiquées ci-après et a) à e) indiquées à l'annexe II.
	L'utilisation	Aucune, sauf pour les utilisations suivantes et les utilisations a) à e) indiquées à l'annexe II: a) Électrodéposition du chrome, anodisation au chrome et gravure inversée jusqu'en 2014; b) Dépôt anélectrolytique de nickel-polytétrafluoroéthylène jusqu'en 2014; c) Gravure des substrats plastiques avant la métallisation jusqu'en 2014; d) Mousses extinctrices, mais uniquement si elles ont été fabriquées ou étaient utilisées au 18 décembre 2009; S'agissant des mousses extinctrices: i) Les Parties devraient s'efforcer d'éliminer d'ici à 2014 les mousses extinctrices contenant des SPFO qui étaient fabriquées ou utilisées au 18 décembre 2009 et elles rendront compte de leurs progrès à l'Organe exécutif en 2014; ii) Sur la base des rapports des Parties et du paragraphe i), l'Organe exécutif déterminera en 2015 si l'utilisation de mousses

		extinctrices contenant des SPFO qui étaient fabriquées ou utilisées au 18 décembre 2009 devrait faire l'objet de restrictions supplémentaires.
--	--	--

5. L'inscription de la substance PCB est supprimée et remplacée par la rubrique suivante:

Polychlorobiphényles (PCB) ^d	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune. En ce qui concerne les PCB utilisés à la date d'entrée en vigueur, les Parties: - Font des efforts résolus dans le but de parvenir: - À mettre fin à l'utilisation des PCB identifiables dans les appareils (transformateurs, condensateurs ou récipients analogues renfermant des stocks de liquides résiduels) qui contiennent un volume supérieur à 5 dm³ de liquide dont la teneur en PCB est égale ou supérieure à 0,05 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2010 ou le 31 décembre 2015 pour les pays en transition sur le plan économique; - À détruire ou décontaminer de façon écologiquement rationnelle: - Tous les PCB liquides visés à l'alinéa a et les autres PCB liquides, non contenus dans des appareils, dont la teneur est supérieure à 0,005 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2015 ou le 31 décembre 2020 pour les pays en transition sur le plan économique; - Tous les PCB liquides visés à l'alinéa a du paragraphe 2 au plus tard le 31 décembre 2029; - À décontaminer ou éliminer les appareils visés aux alinéas a des paragraphes 1 et 2 de façon écologiquement rationnelle. - Les Parties s'efforcent: - D'identifier et de retirer de la circulation les appareils (par exemple les transformateurs, condensateurs ou récipients analogues renfermant des stocks de liquides) qui contiennent un volume supérieur à 0,05 dm³ de liquide dont la teneur en PCB est supérieure à 0,005 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2025; - D'inventorier les autres articles dont la teneur en PCB dépasse 0,005 % (par exemple gaines de câbles, matériaux de calfatage et objets peints) et à les gérer conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 3. - Font en sorte que les appareils décrits aux alinéas a des paragraphes 1 et 2 ne soient ni exportés ni importés,

		sauf en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets.
		4. Privilégient les mesures ci-après visant à réduire l'exposition et les risques en vue de réglementer l'emploi des PCB: a) Utilisation uniquement dans des équipements intacts et qui ne fuient pas et seulement dans des lieux où les risques de rejet dans l'environnement peuvent être réduits au minimum et où il peut y être rapidement remédié; b) Aucune utilisation dans des équipements situés dans des lieux ayant un rapport avec la production ou le traitement de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux. En cas d'utilisation de PCB dans des zones peuplées, y compris des écoles et des hôpitaux, adoption de toutes les mesures pouvant raisonnablement être prises pour prévenir les pannes électriques qui pourraient provoquer un incendie, et inspection à intervalles réguliers des équipements pour détecter les fuites.

6. La note de bas de page *a* à la fin de l'annexe I est supprimée.

7. Les notes de bas de page suivantes sont ajoutées à la fin de l'annexe I:

^a Les termes "hexabromodiphényléter et heptabromodiphényléter" s'entendent des substances suivantes: 2,2',4,4',5,5'-hexabromodiphényléter (BDE-153, CAS N°: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphényléter (BDE-154, CAS N°: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-heptabromodiphényléter (BDE-175, CAS N°: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-heptabromodiphényléter (BDE-183, CAS N°: 207122-16-5) et autres hexa- et heptabromodiphénylétiers présents dans l'octabromodiphényléter du commerce.

^b Les termes "tétrabromodiphényléter et pentabromodiphényléter" s'entendent des substances suivantes: 2,2',4,4'-tétrabromodiphényléter (BDE-47, CAS N°: 40088-47-9) et 2,2',4,4',5-pentabromodiphényléter (BDE-99, CAS N°: 32534-81-9) et autres tétra- et pentabromodiphénylétiers présents dans le pentabromodiphényléter du commerce.

^c Les termes sulfonates de perfluorooctane (SPFO) s'entendent des substances définies par la formule moléculaire C₈F₁₇SO₂X (X = OH), sel métallique, halogénure, amide et autres dérivés, y compris les polymères.

^d Le terme "polychlorobiphényles" s'entend des composés aromatiques dont la structure est telle que les atomes d'hydrogène de la molécule de biphényle (deux cycles benzéniques reliés par un seul lien carbone-carbone) peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à 10.

G. Annexe II

1. Les inscriptions des substances DDT, HCH et PCB au tableau figurant après le premier paragraphe de l'annexe II sont supprimées.

2. L'inscription de la substance ci-après est ajoutée en insérant dans l'ordre alphabétique voulu la rubrique suivante:

Substance	Régime d'application	
	Réservee aux utilisations ci-après	Conditions
Sulfonates de perfluorooctane (SPFO) ^a	a) Revêtements photorésistants ou antireflets pour les procédés photolithographiques; b) Revêtements photographiques appliqués aux films, papiers ou planches d'impression; c) Antibuée pour chromage dur (VI) non décoratif et agents mouillants utilisés dans les systèmes d'électrodéposition contrôlée; d) Fluides hydrauliques pour l'aviation; e) Certains appareils médicaux (par exemple films de copolymère d'éthylène/tétrafluoroéthylène (ETFE) et ETFE radio-opaque utilisés dans certains dispositifs de diagnostic médical <i>in vitro</i> et filtres couleur pour capteurs CCD).	Les Parties devraient prendre des mesures pour mettre fin à ces utilisations dès que d'autres procédés appropriés sont disponibles. En 2015 au plus tard et tous les quatre ans par la suite, chaque Partie qui utilise ces substances rend compte des progrès accomplis pour les éliminer et communique des informations à ce sujet à l'Organe exécutif. Sur la base des rapports en question, ces restrictions d'utilisation seront réévaluées.

^a Les termes sulfonates de perfluorooctane (SPFO) s'entendent des substances définies par la formule moléculaire C₈F₁₇SO₂X (X = OH), sel métallique, halogénure, amide et autres dérivés, y compris les polymères.

H. Annexe III

1. Le texte dans la colonne «Année de référence» pour chacune des substances énumérées à l'annexe III est supprimé et remplacé par le texte suivant:

«1990, ou toute autre année entre 1985 et 1995 (inclus), ou pour les pays en transition sur le plan économique, toute autre année entre 1985 et l'année d'entrée en vigueur du Protocole pour une Partie, spécifiée par cette Partie lors de la ratification, acceptation, approbation ou adhésion.»

2. Dans l'inscription de la substance Hexachlorobenzène, sous le nom de la substance le texte suivant est ajouté: «CAS: 118-74-1».

3. Une inscription pour la substance PCB est ajoutée en insérant à la fin du tableau la rubrique suivante:

PCB^c 2005, ou toute autre année entre 1995 et 2010 (inclus) ou, pour les pays en transition sur le plan économique, toute autre année entre 1995 et l'année d'entrée en vigueur du Protocole pour une Partie, spécifiée par cette Partie lors de la ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Après la note b, une note ainsi conçue est ajoutée:

«^c Polychlorobiphényles, tels que définis à l'annexe I, lorsqu'ils sont formés et libérés involontairement à partir de sources anthropiques.»

I. Annexe IV

1. Au paragraphe 2, le terme «et» entre les parenthèses est supprimé et les termes «pour une teneur en oxygène donnée» sont ajoutés à la fin.
2. Le paragraphe 3 est supprimé et remplacé par le texte suivant:

«3. Les valeurs limites correspondent au fonctionnement en service normal. Lors d'une opération par lots les valeurs limites correspondent à l'ensemble du procédé – y compris par exemple le préchauffage, le chauffage et le refroidissement.»
3. Au paragraphe 4, le terme «applicables» est ajouté après le terme «normes» et les termes «par exemple» sont ajoutés avant les termes «par le Comité».
4. Le paragraphe 6 est supprimé et remplacé par le texte et la note ci-après:

«6. Les émissions de PCDD/PCDF sont indiquées en équivalent de toxicité (EQT)¹. Les valeurs des facteurs d'équivalence toxique à utiliser aux fins du présent Protocole doivent être conformes aux normes internationales agréées, à commencer par les valeurs des facteurs d'équivalence toxique pour les mammifères établies par l'Organisation mondiale de la santé en 2005 pour les PCDD/PCDF.

¹ L'équivalent de toxicité (EQT) est défini opérationnellement par la somme des produits de la concentration de chaque composé multipliée par la valeur de son facteur d'équivalence toxique et il est une estimation de l'activité totale du mélange assimilable à celle de la 2,3,7,8-TCDD. L'équivalent de toxicité était auparavant désigné par l'abréviation ET.»
5. Le paragraphe 7 est supprimé et remplacé par le texte et la note ci-après:

«7. Les valeurs limites suivantes, qui correspondent à une concentration de O₂ de 11 % dans les gaz de combustion, s'appliquent aux installations d'incinération ci-après:

Déchets urbains solides (source fixe existante d'une capacité supérieure à 3 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

0,1 ng EQT/m³

Déchets médicaux solides (source fixe existante d'une capacité supérieure à 1 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,5 ng EQT/m³

Déchets dangereux (source fixe existante d'une capacité supérieure à 1 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,2 ng EQT/m³

Déchets industriels non dangereux^{1,2}

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,5 ng EQT/m³.»

«¹ Y compris les incinérateurs traitant des résidus de biomasse susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds suite à un traitement ou à un revêtement du bois, et qui intègrent en particulier des résidus de biomasse provenant de déchets de bois de construction et de bois de démolition, mais à l'exclusion des incinérateurs traitant uniquement d'autres résidus de biomasse.»

«² Les pays à économie en transition peuvent exclure la cocombustion de déchets industriels non dangereux lors de procédés industriels dans lesquels de tels déchets sont utilisés comme combustible supplémentaire contribuant jusqu'à 10 % de l'énergie.».

6. Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés après le paragraphe 7:

8. La valeur limite suivante, correspondant à une concentration de O₂ de 16 % dans les gaz de combustion, s'applique aux ateliers d'agglomération:

0,5 ng EQT/m³.

9. La valeur limite suivante, correspondant à la concentration de O₂ réelle dans les gaz de combustion, s'applique à la source suivante:

Production d'acier de deuxième fusion – Fours à arc électrique d'une capacité de production supérieure à 2,5 tonnes par heure d'acier en fusion pour transformation ultérieure:

0,5 ng EQT/m³.

J. Annexe VI

1. Le texte existant de l'annexe devient le paragraphe 1.

2. À l'alinéa *a*, après les termes «présent Protocole», les termes «pour une Partie» sont ajoutés.

3. L'alinéa *b* est remplacé par le texte suivant:

«Pour les sources fixes existantes:

i) Huit ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie. Au besoin, ce délai pourra être prolongé pour des sources fixes particulières existantes conformément au délai d'amortissement prévu à cet égard par la législation nationale; ou

ii) Pour une Partie qui est un pays en transition sur le plan économique, jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cette Partie.».

4. À la fin de l'annexe il est ajouté un nouveau paragraphe ainsi conçu:

«2. Les délais d'application des valeurs limites et des meilleures techniques disponibles qui ont été actualisées ou introduites par suite d'un amendement au présent Protocole sont les suivants:

a) Pour les sources fixes nouvelles, deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent pour une Partie; et

b) Pour les sources fixes existantes:

i) Huit ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent pour une Partie; ou

ii) Pour une Partie qui est un pays en transition sur le plan économique, jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent à l'égard de cette Partie.».

K. Annexe VIII

1. Dans la deuxième phrase de la première partie, les termes «dans le document d'orientation visé à» sont ajoutés avant les termes «l'annexe V».
2. La description de la catégorie 1 dans le tableau de la deuxième partie est supprimée et remplacée par le texte suivant: «Incinération des déchets, y compris coïncinération, des déchets urbains, dangereux, non dangereux ou médicaux ainsi que des boues d'épuration.».
3. Les nouvelles catégories ci-après sont ajoutées dans le tableau figurant dans la deuxième partie:
 - 13 Procédés de production chimique spécifiques émettant involontairement des polluants organiques persistants, en particulier la production de chlorophénols et de chloranil.
 - 14 Procédés thermiques utilisés dans l'industrie métallurgique, méthodes utilisant du chlore.

Article 2

Lien avec le Protocole relatif aux pop

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole relatif aux POP.

Article 3

Entrée en vigueur

1. Conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole relatif aux POP, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.
2. Après l'entrée en vigueur du présent amendement, comme il est stipulé au paragraphe 1, il entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt de son instrument d'acceptation.

**DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-
RANGE TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In Russian)**

Решение 2009/1

**Внесение поправок в Протокол по стойким органическим загрязнителям
1998 года и в приложения I, II, III, IV, VI и VIII к Протоколу**

Стороны Протокола по стойким органическим загрязнителям 1998 года, проведя заседание в ходе двадцать седьмой сессии Исполнительного органа,

постановляют внести следующие поправки в Протокол по стойким органическим загрязнителям 1998 года (Протокол по СОЗ) к Конвенции о трансграничном загрязнении воздуха на большие расстояния:

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКА

A. Статья 1

Пункт 12 необходимо заменить следующим текстом:

"Новый стационарный источник" означает любой стационарный источник, сооружение или существенная модификация которого начинается по истечении двух лет со дня вступления в силу для соответствующей Стороны:

- a) настоящего Протокола; или
- b) поправки к настоящему Протоколу, которая вводит в отношении соответствующего стационарного источника либо новые предельные значения в части II приложения IV либо включает данную категорию в приложение VIII, к которому этот источник относится.

Вопрос об определении того, является ли модификация существенной или нет, решается компетентными национальными органами с учетом таких факторов, как экологические выгоды такой модификации.

B. Статья 3

1. В подпунктах b) i) и b) iii) пункта 5 статьи 3 Протокола по СОЗ слова

"в отношении которого в приложении V определяются наилучшие имеющиеся методы"

заменить словами

"в отношении которого в руководстве, принятом Сторонами на сессии Исполнительного органа, определяются наилучшие имеющиеся методы".

2. Вместо точки с запятой в конце подпункта b) iv) пункта 5 поставить точку.
3. Подпункт b) v) пункта 5 исключить из текста.

C. Статья 13

Слова "Приложения V и VII имеют" заменить словами "Приложение V имеет".

D. Статья 14

1. Пункт 3 заменить следующим текстом:

"3. Поправки к настоящему Протоколу и к приложениям I-IV, VI и VIII принимаются Сторонами, присутствующими на сессии Исполнительного органа, на основе консенсуса и вступают в силу для принявших их Сторон на девяностый день после даты сдачи на хранение депозитарию двумя третями Сторон своих документов об их принятии. Поправки вступают в силу для любой другой Стороны на девяностый день после даты сдачи на хранение этой Стороной своего документа о принятии поправок. Настоящий пункт применяется с учетом положений пунктов 5-бис и 5-тер, приводимых ниже".

2. В пункте 4 слова "приложениям V и VII" следует заменить "приложению V", а слова "любому такому приложению" заменить словами "приложению V".
3. В пункте 5 исключить из текста слова "или VII", а слова "такому приложению" заменить словами "приложению V".
4. После пункта 5 следует добавить следующие новые пункты:

"5-бис. Для тех Сторон, которые приняли процедуру внесения поправок в приложения I-IV, VI и VIII, изложенную в пункте 5-тер ниже, эта процедура заменяет процедуру, изложенную в пункте 3 выше.

5-тер.

- а) Поправки к приложениям I-IV, VI и VIII принимаются Сторонами, присутствующими на сессии Исполнительного органа, на основе консенсуса. По истечении одного года с даты препровождения поправки всем Сторонам Исполнительным секретарем Комиссии поправка к любому такому приложению становится действительной для тех Сторон, которые не представили Депозитарию уведомление в соответствии с положениями подпункта b) ниже;
- б) любая Сторона, которая не может одобрить поправку к приложениям I-IV, VI и VIII, уведомляет об этом Депозитария в письменном виде в течение одного года после даты сообщения о ее принятии. Депозитарий незамедлительно извещает все Стороны о получении любого такого уведомления. Сторона может в любое время заменить свое предыдущее уведомление согласием принять поправку, и с момента сдачи Депозитарию документа о таком согласии поправка к такому приложению становится действительной для этой Стороны;
- в) любая поправка к приложениям I-IV, VI и VIII не вступает в силу, если в общей сложности 16 или более Сторон либо:
 - i) представили уведомления в соответствии с положениями подпункта b) выше; либо
 - ii) не приняли процедуру, установленную в настоящем пункте, и еще не сдали на хранение документ о ее принятии в соответствии с положениями пункта 3 выше".

Е. Статья 16

После пункта 2 добавить следующий новый пункт:

"3. Государство или региональная организация экономической интеграции заявляет в своем документе о ратификации, принятии, утверждении или присоединении, о своем отказе быть связанной процедурами, устанавливаемыми в пункте 5-тер статьи 14 в отношении внесения поправок в приложения I-IV, VI и VIII".

Г. Приложение I

1. В случае ДДТ в перечне веществ условия (обозначенные цифрами 1 и 2) прекращения производства исключить и заменить их словами "Не выдвигаются", а слова "за исключением случаев, указанных в приложении II", касающиеся условий использования, следует исключить.
2. В случае гептахлора в перечне веществ условия использования исключить и заменить их словами "Не выдвигаются".
3. В случае гексахлорбензола в перечне веществ исключить условия прекращения производства и использования и в каждом случае заменить их словами "Не выдвигаются".
4. Добавить перечень следующих веществ, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Гексахлорбутадиен CAS: 87-68-3	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются

Гексахлорцикло- гексаны (HCH) (CAS: 608-73-1), включая линдан (CAS: 58-89-9)	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются, за исключением гамма-изомера HCH (линдан), используемого в качестве инсектицида местного действия в общемедицинских целях. Такое использование будет подвергнуто повторной оценке в рамках настоящего Протокола в 2012 году или через год после того, как указанная поправка вступит в силу, в зависимости от того, какая из дат является более поздней.

Гексабромдифе- нилэфир ^{a/} и гептабромдифе- нилэфир ^{a/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	1. Сторона может разрешить рециркуляцию изделий, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, а также использование и окончательное удаление изделий, произведенных из рециркулированных материалов, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, при условии что рециркуляция и окончательное удаление осуществляется

		экологически безопасными методами и не приводит к рекуперации любого из этих веществ для повторного использования. 2. Начиная с 2013 года и каждые последующие четыре года после даты, когда упомянутое выше условие снимается или перестало действовать по иным причинам, Исполнительный орган оценивает прогресс, достигнутый Сторонами в деле достижения их конечной цели по ликвидации этих веществ, содержащихся в изделиях, и рассматривает дальнейшую необходимость в этом условии, действие которого в любом случае истекает в конце 2030 года.
--	--	---

Тетрабромдифенилэфир ^{b/} и пентабромдифенилэфир ^{b/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	1. Сторона может разрешить рециркуляцию изделий, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, а также использование и окончательное удаление изделий, произведенных из рециркулированных материалов, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, при условии что рециркуляция и окончательное удаление осуществляется экологически безопасными методами и не приводит к рекуперации любого из этих веществ для повторного использования. 2. Начиная с 2013 года и каждые последующие четыре года после даты, когда упомянутое выше условие снимается или перестало действовать по иным причинам, Исполнительный орган оценивает прогресс, достигнутый Сторонами в деле достижения их конечной цели по ликвидации этих веществ, содержащихся в изделиях, и рассматривает дальнейшую необходимость в этом условии, действие которого в любом случае истекает в конце 2030 года.

Пентахлорбензол CAS: 608-93-5	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются

Перфторооктановый сульфонат (ПФОС) ^{c/}	Производство	Не выдвигаются, за исключением видов использования, указанных в подпунктах а)-с) ниже и подпунктах а)-е) приложения II
	Использование	Не выдвигаются, за исключением видов использования и видов использования, указанных в подпунктах а)-е) приложения II а) при нанесении гальванических хромовых покрытий, в хромовом анодировании и обратном травлении до 2014 года; б) при нанесении никельполитетрафторэтиленовых покрытий методом химического восстановления до 2014 года; с) при травлении пластмассовых подложек перед их металлизацией до 2014 года; д) в огнегасящих пенах, но только в тех случаях, когда они были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года. Применительно к огнегасящим пенам: i) Сторонам следует стремиться к ликвидации к 2014 году огнегасящих пен, содержащих ПФОС, которые были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года, и сообщить о достигнутом ими прогрессе Исполнительному органу в 2014 году; ii) На основе докладов Сторон и пункта i) Исполнительный орган в 2015 году определит необходимость введения дополнительных ограничений на использование содержащих ПФОС огнегасящих пен, которые были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года.

5. ПХД из перечня исключаются и заменяются следующей строкой:

Полихлорированные дифенилы (ПХД) ^{d/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются. В отношении ПХД, использовавшихся к дате начала осуществления, Стороны: 1. Прилагают целенаправленные усилия для: а) прекращения использования поддающихся выявлению ПХД в оборудовании (т.е. трансформаторах, конденсаторах или других резервуарах с остаточным количеством жидкости), содержащем ПХД в объемах свыше 5 дм³ при концентрации ПХД 0,05% или более, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2010 года или 31 декабря 2015 года для стран с переходной экономикой; б) уничтожения или обеззараживания экологически обоснованным образом: - всех жидких ПХД, указанных в подпункте а), и других жидких ПХД с концентрацией ПХД более 0,005%, которые не содержатся в оборудовании, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2015 года или 31 декабря 2020 года для стран с переходной экономикой; - всех жидких ПХД, указанных в подпункте 2 а), не позднее 31 декабря 2029 года; с) обеззараживания или удаления оборудования, указанного в пунктах 1 а) и 2 а), экологически обоснованным образом.

		2. Прилагают целенаправленные усилия для: а) выявления и вывода из эксплуатации оборудования (например, трансформаторов, конденсаторов и других резервуаров с остаточным количеством жидкости), содержащего ПХД в концентрации более 0,005% ПХД и объемах свыше 0,05 дм³, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2025 года; б) выявления других изделий, содержащих более 0,005% ПХД (таких как защитные оболочки кабеля, отвержденные уплотняющие составы и окрашенные изделия), и обеспечения их регулирования в соответствии с пунктом 3 статьи 3. 3. Обеспечивают, чтобы оборудование, указанное в подпунктах 1 а) и 2 а), не экспортировалось и не импортировалось для каких-либо иных целей, кроме целей экологически обоснованного удаления отходов. 4. Содействуют принятию следующих мер по сокращению времени воздействия и снижению рисков в целях осуществления контроля за использованием ПХД. а) использование ПХД только в неповрежденном, герметичном оборудовании и только в тех местах, где риск в случае их высвобождения в окружающую среду может быть сведен к минимуму, а последствия этого могут быть оперативно устранены; б) неприменение ПХД в оборудовании, расположенном в местах, связанных с производством и переработкой продовольствия или кормов.
--	--	--

		При использовании ПХД в местах скопления людей, включая школы и больницы, принятие всех разумных мер для предупреждения электротехнических неполадок, способных привести к возгоранию, и регулярный осмотр оборудования на предмет выявления утечек.
--	--	--

6. Сноску а/ в конце приложения I исключить.

7. В конце приложения I добавить следующие сноски:

"a/ "Гексабромдифенилэфир и гептабромдифенилэфир" означают 2,2',4,4',5,5'-гексабромдифенилэфир (БДЭ-153, CAS No: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-гексабромдифенилэфир (БДЭ-154, CAS No: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-гептабромдифенилэфир (БДЭ-175, CAS No: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-гептабромдифенилэфир (БДЭ-183, CAS No: 207122-16-5) и другие гекса- и гептабромдифенилэфиры, присутствующие в коммерческом октабромдифенилэфире".

"b/ "Тетрабромдифенилэфир и пентабромдифенилэфир" означают 2,2',4,4'-тетрабромдифенилэфир (БДЭ-47, CAS No: 40088-47-9) и 2,2',4,4',5-пентабромдифенилэфир (БДЭ-99, CAS No: 32534-81-9) и другие тетра- и пентабромдифенилэфиры, присутствующие в коммерческом пентабромдифенилэфире".

"c/ "Перфтороктановые сульфонаты (ПФОС) означают вещества, определяемые по молекулярной формуле $C_8F_{17}SO_2X$, в которой $X = OH$, соли металлов, галиды, амиды или другие производные, включающие полимеры".

"d/ "Полихлорированные дифенилы" означают ароматические соединения, образованные таким образом, что атомы водорода в дифениловой молекуле (два бензольных кольца, связанные вместе единой углерод-углеродной связью) могут быть замещены 10 атомами хлора".

Г. Приложение II

1. Таблицу, помещенную после первого пункта в приложении II, включая перечень ДДТ, ГХГ и ПХД, следует исключить.
2. В перечень необходимо добавить следующее вещество, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Вещество	Требования, касающиеся осуществления	
	Допускаемое использование	Условия
Перфтороктановые сульфонаты (ПФОС) ^{a/}	а) В фоторезисторах или просветляющих покрытиях для фотолитографических процессов; б) в покрытиях, наносимых на фото- и киноплёнки, фотобумагу или контрастные пластины; в) в брызгоподавателях для недекоративного покрытия на основе твердого хрома (VI) и увлажняющих реагентах для использования в регулируемых системах электрогальванизации; г) в жидкостях для авиационных гидравлических систем; д) в некоторых медицинских приборах (например, для покрытий на основе сополимера этилентетрафторэтилена (ЭТФЭ) и производство рентгеноконтрастного ЭТФЭ, для медицинских приборов, используемых для диагностики в искусственных условиях, и цветных ПЗС фильтров).	Сторонам следует принять меры для прекращения этих видов использования, как только появятся приемлемые альтернативы. Не позднее чем в 2015 году и каждые четыре года после этого каждая Сторона, которая использует эти вещества, сообщает о прогрессе, достигнутом в деле их ликвидации, и предоставляет информацию о таком прогрессе Исполнительному органу. Эти ограниченные виды использования должны быть переоценены на основе этих докладов.

^{a/} Термин "Перфтороктановый сульфонат" (ПФОС) означает вещества, определяемые по молекулярной формуле $C_8F_{17}SO_2X$, где $X = OH$, соли металлов, галиды, амиды или другие производные, включающие полимеры.

Н. Приложение III

1. Текст в позиции "Базовый год" для каждого вещества, перечисленного в приложении III, исключить и заменить следующим текстом:

"1990 год; или любой другой год в период с 1985 по 1995 год включительно, или для стран с переходной экономикой любой другой год в период с 1985 по год вступления Протокола в силу для данной Стороны, определяемый данной Стороной при ратификации, принятии, утверждении или присоединении".

2. В случае гексахлорбензола в перечне веществ добавить следующий текст:
"CAS: 118-74-1".

3. В случае ПХД в перечне веществ добавить новый текст, включив его в конец таблицы:

ПХД ^{c/}	2005 год; или любой другой год в период с 1995 по 2010 год включительно, или для стран с переходной экономикой любой другой год в период с 1995 по год вступления Протокола в силу для данной Стороны, определяемый данной Стороной при ратификации, принятии, утверждении или присоединении.
-------------------	---

4. После сноски b/ добавить следующую сноску:

^{"c/} Полихлорированные дифенилы, определенные в приложении I, при непреднамеренном образовании и выбросе из антропогенных источников".

I. Приложение IV

1. Внутри скобок в пункте 2 исключить слово "и" и в конце добавить слова "и при данном содержании кислорода".

2. Исключить текст пункта 3 и заменить его следующим текстом:

"3. Предельные значения соотносятся с обычными условиями эксплуатации. При циклических процессах предельные значения соотносятся со средними уровнями, наблюдаемыми в ходе всего цикла, включая, например, подогрев, термообработку и охлаждение".

3. В пункте 4 перед словом "стандартами" добавить слово "применяемыми", а перед словом "Комитетом" добавить слово "например".

4. Исключить пункт 6 и заменить его следующим текстом и сноской:

"6. Выбросы ПХДД/Ф приводятся в виде значений эквивалентной токсичности (Э.Т.)^{1/}. Значения коэффициента эквивалентной токсичности, которые будут использоваться для целей настоящего Протокола, должны соответствовать общепринятым международным стандартам, включая принятые в 2005 году Всемирной организацией здравоохранения значения коэффициента эквивалентной токсичности ПХДД/Ф для млекопитающих."

^{1/} Общее значение эквивалента токсичности (Э.Т.) операционно определяется как сумма произведений концентрации каждого соединения, умноженной на его коэффициент эквивалентной токсичности и представляет собой оценку общей токсичности смеси в пересчете на 2,3,7,8-ПХДД/Ф. Ранее для общего эквивалента токсичности использовалось сокращение Э.Т."

5. Исключить пункт 7 и заменить его следующим текстом и сноской:

"7. Следующие предельные значения, которые относятся к 11% концентрации O_2 в дымовом газе, применяются к типам печей для сжигания отходов:

Твердые коммунально-бытовые отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 3 тонн в час, а также каждый новый стационарный источник)

0,1 нг Э.Т./м³

Твердые медицинские отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 1 тонны в час, а также каждый новый стационарный источник)

Новый стационарный источник: 0,1 нг Э.Т./м³

Существующий стационарный источник: 0,5 нг Э.Т./м³

Опасные отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 1 тонны в час, а также каждый новый стационарный источник)

Новый стационарный источник: 0,1 нг Э.Т./м³

Существующий стационарный источник: 0,2 нг Э.Т./м³

Неопасные промышленные отходы^{1/2/}

Новый стационарный источник:	0,1 нг Э.Т./м ³
Существующий стационарный источник:	0,5 нг Э.Т./м ³ "

"1/ Включая печи, сжигающие отходы биомассы, которые могут содержать галогенизированные органические соединения или тяжелые металлы в результате обработки древесины консервантами или ее покрытия и которые содержат, в частности, отходы биомассы, образующиеся из строительного мусора или обломков зданий после сноса, но исключая печи, сжигающие только другие отходы биомассы."

"2/ Страны с переходной экономикой могут исключить сжигание неопасных промышленных отходов в ходе промышленных процессов, когда такие отходы используются в качестве дополнительного топлива, дающего до 10% энергии."

6. После пункта 7 добавить следующие новые пункты:

8. Следующее предельное значение, которое относится к 16-процентной концентрации O_2 в дымовом газе, применяется к следующим мусоросжигающим установкам:

0,5 нг Э.Т./м³

9. Следующее предельное значение, которое относится к фактической концентрации O_2 в дымовом газе, применяется к следующему источнику:

вторичное производство стали - электродуговые печи производственной мощностью 2,5 тонны в час расплава стали для дальнейшей переработки:

0,5 нг Э.Т./м³.

J. Приложение VI

1. Существующий текст приложения обозначить как пункт 1.
2. В пункте а) после слов "настоящего Протокола" добавить слова "для данной Стороны".

3. Пункт b) заменить следующим текстом:

"В отношении существующих стационарных источников:

- i) восемь лет после даты вступления в силу настоящего Протокола для данной Стороны. В случае необходимости этот период может быть продлен для конкретных существующих стационарных источников на срок амортизации, предусмотренный национальным законодательством; или
- ii) для Стороны, являющейся страной с переходной экономикой, - не более пятнадцати лет после даты вступления в силу настоящего Протокола для данной Стороны".

4. В конце приложения добавить новый пункт следующего содержания:

"2. Сроками для применения предельных значений и наилучших имеющихся методов, обновленных или принятых в результате внесения поправок в настоящий Протокол, являются:

- a) в отношении новых стационарных источников - два года после даты вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны;
- b) для существующих стационарных источников:
 - i) восемь лет после вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны; или
 - ii) для Стороны, являющейся страной с переходной экономикой, - не более пятнадцати лет после даты вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны".

К. Приложение VIII

1. Во втором предложении части I перед словами "приложении V" добавить следующие новые слова "руководящий документ, упомянутый в".

2. Описание категории I в таблице в части II исключить из текста и заменить его следующим текстом: "Сжигание отходов, включая совместное сжигание муниципальных, опасных, неопасных и медицинских отходов и осадка сточных вод".

3. В таблице в части II добавить следующие новые категории:

13	Конкретные химико-технологические процессы, в ходе которых непреднамеренно образуются стойкие органические загрязнители, особенно при производстве хлорбензолов и хлоранила.
14	Термические процессы в металлургической промышленности, особенно основанные на использовании хлора.

СТАТЬЯ 2: СВЯЗЬ С ПРОТОКОЛОМ ПО СОЗ

Ни одно государство или региональная организация экономической интеграции не могут сдавать на хранение документ о принятии данной поправки, если только до этого или одновременно с этим они не сдали на хранение ратификационную грамоту или документ о принятии, одобрении или присоединении к Протоколу по СОЗ.

СТАТЬЯ 3: ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

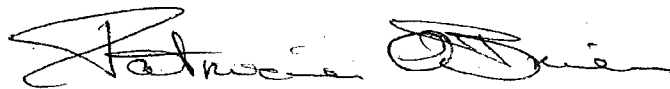
1. В соответствии с пунктом 3 статьи 14 Протокола по СОЗ настоящая поправка вступает в силу на девяностый день после даты сдачи на хранение Депозитарию двумя третями Сторон Протокола по СОЗ своих документов о ее принятии.
2. После вступления в силу настоящей Поправки, как предусмотрено пунктом 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день после даты сдачи ею на хранение своего документа о принятии.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendments to the text and to Annexes I to IV, VI and VIII to the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Persistent Organic Pollutants, adopted by the Parties on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, which was held in Geneva, Switzerland, from 14 to 18 December 2009.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des Amendements au texte et aux Annexes I à IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 à la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Patricia O'Brien

United Nations
New York, 14 September 2010

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 septembre 2010

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.555.2010.TREATIES-3 (Notification dépositaire)

PROTOCOLE À LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE, DE 1979, RELATIF AUX
POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS
AARHUS, 24 JUIN 1998

AMENDEMENTS AU TEXTE ET AUX ANNEXES I, II, III, IV, VI ET VIII DU PROTOCOLE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Par Décision 2009/1, adoptée le 18 décembre 2009 lors de la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009, les Parties ont adopté des amendements au texte et aux annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole, conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 14, les amendements au Protocole et aux annexes I à IV, VI et VIII entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé leur instrument d'acceptation de ces amendements auprès du Dépositaire. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements.

.... On trouvera ci-joint en langues anglaise, française et russe le texte authentique des amendements aux annexes.

Le 14 septembre 2010



Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.

C.N.555.2010.TREATIES-3 (Annex/Annexe)

AMENDMENTS TO THE TEXT AND TO ANNEXES I, II, III, IV, VI AND VIII

AMENDEMENTS AU TEXTE ET AUX ANNEXES I, II, III, IV, VI ET VIII

**DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-
RANGE TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In English)**

Decision 2009/1

**Amendment of the text of and annexes I, II, III, IV, VI and VIII to the 1998 Protocol on
Persistent Organic Pollutants**

*The Parties to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants meeting within the
twenty-seventh session of the Executive Body,*

*Decide to amend the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants (the "POPs
Protocol") to the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution as follows:*

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Article 1

For paragraph 12 there shall be substituted:

"New stationary source" means any stationary source of which the construction or substantial modification is commenced after the expiry of 2 years from the date of entry into force for a Party of:

- (a) the present Protocol; or
- (b) an amendment to the present Protocol that, with respect to a stationary source, either introduces new limit values in Part II of annex IV or introduces the category in annex VIII in which that source falls.

It shall be a matter for the competent national authorities to decide whether a modification is substantial or not, taking into account such factors as the environmental benefits of the modification.

B. Article 3

1. In article 3, paragraphs 5(b)(i) and 5(b)(iii) of the POPs Protocol, for the words:

"for which annex V identifies best available techniques"

there shall be substituted:

"for which guidance adopted by the Parties at a session of the Executive
Body identifies best available techniques".

2. The semi-colon at the end of paragraph 5(b)(iv) shall be changed to a full stop.

3. Paragraph 5(b)(v) is deleted.

C. Article 13

The words “Annexes V and VII are” shall be replaced by the words “Annex V is”

D. Article 14

1. Paragraph 3 shall be replaced by the following:

“3. Amendments to the present Protocol and to annexes I to IV, VI and VIII shall be adopted by consensus of the Parties present at a session of the Executive Body, and shall enter into force for the Parties which have accepted them on the ninetieth day after the date on which two thirds of those that were Parties at the time of their adoption have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof. Amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after the date on which that Party has deposited its instrument of acceptance thereof. This paragraph shall be subject to paragraphs 5 bis and 5 ter below.”

2. In paragraph 4, for the words “annexes V and VII” shall be substituted “annex V” and for the words “any such annex” shall be substituted “annex V”.

3. In paragraph 5, the words “or VII” shall be deleted and for the words “such an annex” shall be substituted “annex V”.

4. After paragraph 5, the following new paragraphs shall be added:

“5 bis. For those Parties having accepted it, the procedure set out in paragraph 5ter below shall supersede the procedure set out in paragraph 3 above in respect of amendments to annexes I to IV, VI and VIII.

“5 ter.

(a) Amendments to annexes I to IV, VI and VIII shall be adopted by consensus of the Parties present at a session of the Executive Body. On the expiry of one year from the date of its communication to all Parties by the Executive Secretary of the Commission, an amendment to any such annex shall become effective for those Parties which have not submitted to the Depositary a notification in accordance with the provisions of subparagraph (b) below;

(b) Any Party that is unable to approve an amendment to annexes I to IV, VI and VIII shall so notify the Depositary in writing within one year from the date of the communication of its adoption. The Depositary shall without delay notify all Parties of any such notification received. A Party may at any time substitute an acceptance for its previous notification and, upon deposit of an instrument of acceptance with the Depositary, the amendment to such an annex shall become effective for that Party;

(c) Any amendment to annexes I to IV, VI and VIII shall not enter into force if an aggregate number of sixteen or more Parties have either:

- (i) Submitted a notification in accordance with the provisions of subparagraph (b) above; or
- (ii) Not accepted the procedure set out in this paragraph and not yet deposited an instrument of acceptance in accordance with the provisions of paragraph 3 above”.

E. Article 16

A new paragraph shall be added after paragraph 2 as follows:

“3. A State or Regional Economic Integration Organisation shall declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession if it does not intend to be bound by the procedures set out in article 14, paragraph 5 *ter* as regards the amendment of annexes I to IV, VI and VIII.”

F. Annex I

1. In the listing for the substance DDT, the conditions (numbered 1 and 2) on elimination of production shall be deleted and replaced by the word “None” and the words “except as identified in annex II” in the conditions on use shall be deleted.
2. In the listing for the substance Heptachlor, the conditions on use shall be deleted and replaced by the word “None”.
3. In the listing for the substance Hexachlorobenzene, the conditions on production and use shall be deleted and in each case replaced by the word “None”.
4. Listings for the following substances shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following rows:

Hexachlorobutadiene CAS: 87-68-3	Production	None
	Use	None

Hexachlorocyclohexanes (HCH) (CAS: 608-73-1), including lindane (CAS: 58-89-9)	Production	None
	Use	None, except for the gamma isomer of HCH (lindane), used as topical insecticide for public health purposes. Such uses shall be re-evaluated under this Protocol in 2012 or one year after the amendment enters into force, whichever is later.

Hexabromodiphenyl ether ^{a/} and heptabromodiphenyl ether ^{a/}	Production	None
	Use	1. A Party may allow recycling of articles that contain or may contain any of these substances, and the use and final disposal of articles manufactured from recycled materials that contain or may contain any of these substances, provided that the recycling and final disposal is carried out in an environmentally sound manner and does not

		lead to recovery of any of these substances for the purpose of their reuse. 2. Commencing 2013 and every four years subsequently until the above condition is removed or otherwise expires, the Executive Body shall evaluate the progress that Parties have made towards achieving their ultimate objective of elimination of these substances contained in articles and review the continued need for the condition, which shall in any case expire at the latest in 2030.
--	--	--

Tetrabromodiphenyl ether ^{b/} and pentabromodiphenyl ether ^{b/}	Production	None
	Use	1. A Party may allow recycling of articles that contain or may contain any of these substances, and the use and final disposal of articles manufactured from recycled materials that contain or may contain any of these substances, provided that the recycling and final disposal is carried out in an environmentally sound manner and does not lead to recovery of any of these substances for the purpose of their reuse. 2. Commencing 2013 and every four years subsequently until the above condition is removed or otherwise expires, the Executive Body shall evaluate the progress that Parties have made towards achieving their ultimate objective of elimination of these substances contained in articles and review the continued need for the condition, which shall in any case expire at the latest in 2030.

Pentachlorobenzene CAS : 608-93-5	Production	None
	Use	None

Perfluorooctane sulfonate (PFOS) ^{c/}	Production	None, except for production for the uses (a)-(c) below, and (a)-(e) in annex II
	Use	None, except for the following uses and uses (a)-(e) in annex II: (a) Chromium electroplating, chromium anodizing and reverse etching until 2014; (b) Electroless nickel-polytetrafluoroethylene plating until 2014; (c) Etching of plastic substrates prior to their

		metalization until 2014; (d) Firefighting foams, but only if they have been manufactured or were in use by 18 December 2009 With respect to firefighting foams: (i) Parties should endeavor to eliminate by 2014 firefighting foams containing PFOS that were manufactured or in use by 18 December 2009 and shall report on their progress to the Executive Body in 2014; (ii) Based on the reports of the Parties and paragraph (i), the Executive Body shall in 2015 assess whether the use of firefighting foams containing PFOS that were manufactured or in use by 18 December 2009 should be subject to additional restrictions.
--	--	--

5. The listing for the substance PCB shall be deleted and replaced by the following row:

Polychlorinated biphenyls (PCBs) ^{d/}	Production	None
	Use	None. Concerning PCBs in use by the implementation date, Parties shall: 1. Make determined efforts designed to lead to: (a) The elimination of the use of identifiable PCBs in equipment (i.e. transformers, capacitors or other receptacles containing residual liquid stocks) containing PCBs in volumes greater than 5 dm³ and having a concentration of 0.05% PCBs or greater, as soon as possible but no later than 31 December 2010, or 31 December 2015 for countries with economies in transition; (b) The destruction or decontamination in an environmentally sound manner of: - All liquid PCBs referred to in subparagraph (a) and other liquid PCBs containing more than 0.005% PCBs not in equipment, as soon as possible but no later than 31 December 2015, or 31 December 2020 for countries with economies in transition; - All liquid PCBs referred to in paragraph 2 (a) no later than 31 December 2029; (c) The decontamination or disposal of equipment referred in subparagraphs 1 (a) and 2 (a) in an environmentally sound manner.

		2. Endeavour to: (a) Identify and remove from use equipment (e.g. transformers, capacitors or other receptacles containing liquid stocks) containing more than 0.005% PCBs and volumes greater than 0.05 dm³, as soon as possible but no later than 31 December 2025; (b) Identify other articles containing more than 0.005% PCBs (e.g. cable sheaths, cured caulk and painted objects) and manage them in accordance with paragraph 3 of article 3. 3. Ensure that the equipment described in subparagraphs 1 (a) and 2 (a) is not exported or imported other than for the purpose of environmentally sound waste management. 4. Promote the following to reduce exposures and risk to control the use of PCBs: (a) Use PCBs only in intact and non-leaking equipment and only in areas where the risk from environmental release can be minimized and quickly remedied; (b) Not use PCBs in equipment in areas associated with the production or processing of food or feed; When PCBs are used in populated areas, including schools and hospitals, take all reasonable measures to prevent electrical failures that could result in a fire, and regularly inspect equipment for leaks.
--	--	--

6. Footnote a/ at the end of annex I shall be deleted.

7. The following footnotes shall be added at the end of annex I:

^{a/} "Hexabromodiphenyl ether and heptabromodiphenyl ether" mean 2,2',4,4',5,5'-hexabromodiphenyl ether (BDE-153, CAS No: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphenyl ether (BDE-154, CAS No: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-heptabromodiphenyl ether (BDE-175, CAS No: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-heptabromodiphenyl ether (BDE-183, CAS No: 207122-16-5) and other hexa- and heptabromodiphenyl ethers present in commercial octabromodiphenyl ether."

^{b/} "Tetrabromodiphenyl ether and pentabromodiphenyl ether" means 2,2',4,4'-tetrabromodiphenyl ether (BDE-47, CAS No: 40088-47-9) and 2,2',4,4',5-pentabromodiphenyl ether (BDE-99, CAS No: 32534-81-9) and other tetra- and pentabromodiphenyl ethers present in commercial pentabromodiphenyl ether."

“^{c/} Perfluorooctane sulfonate (PFOS) means substances defined by the molecular formula $C_8F_{17}SO_2X$, where $X = OH$, metal salt, halide, amide or other derivatives including polymers.”

“^{d/} “Polychlorinated biphenyls” means aromatic compounds formed in such a manner that the hydrogen atoms on the biphenyl molecule (two benzene rings bonded together by a single carbon-carbon bond) may be replaced by up to 10 chlorine atoms.”

G. Annex II

1. The listings for the substances DDT, HCH, and PCB in the table appearing after the first paragraph of annex II, shall be deleted.
2. A listing for the following substance shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following row:

Substance	Implementation requirements	
	Restricted to uses	Conditions
Perfluorooctane sulfonate (PFOS) ^{a/}	(a) Photo-resist or anti-reflective coatings for photolithography processes; (b) Photographic coatings applied to films, papers or printing plates; (c) Mist suppressants for non-decorative hard chromium (VI) plating and wetting agents for use in controlled electroplating systems; (d) Hydraulic fluids for aviation; (e) Certain medical devices (such as ethylene tetrafluoroethylene copolymer (ETFE) layers and radio-opaque ETFE production, in vitro diagnostic medical devices, and CCD colour filters).	Parties should take action to eliminate these uses once suitable alternatives are available. No later than 2015 and every four years thereafter, each Party that uses these substances shall report on progress made to eliminate them and submit information on such progress to the Executive Body. Based on these reports, these restricted uses shall be reassessed.

a/ Perfluorooctane sulfonate (PFOS) means substances defined by the molecular formula $C_8F_{17}SO_2X$, where $X = OH$, metal salt, halide, amide or other derivatives including polymers’

H. Annex III

1. The text under the heading "Reference year" for each of the substances listed in annex III shall be deleted and replaced by the following:

"1990; or an alternative year from 1985 to 1995 inclusive, or for countries with economies in transition, an alternative year from 1985 to the year of the entry into force of the Protocol for a Party, and as specified by that Party upon ratification, acceptance, approval or accession"

2. In the listing for the substance Hexachlorobenzene, under the name of the substance shall be added the following text: "CAS: 118-74-1".

3. A listing for the substance PCBs shall be added by inserting at the end of the chart the following row:

PCBs ^{c/}	2005; or an alternative year from 1995 to 2010 inclusive, or for countries with economies in transition, an alternative year from 1995 to the year of the entry into force of the Protocol for a Party, and as specified by that Party upon ratification, acceptance, approval or accession.
--------------------	--

4. A footnote shall be added after footnote ^{b/} as follows:

"^{c/} Polychlorinated biphenyls, as defined in annex I, when formed and released unintentionally from anthropogenic sources."

I. Annex IV

1. In paragraph 2, inside the brackets, the word "and" shall be deleted and the words ", and for a given oxygen content" shall be added at the end.

2. Paragraph 3 shall be deleted and replaced by the following text:

"3. Limit values relate to the normal operating situation. For batch operations, limit values relate to average levels as recorded during the whole batch process – including for example pre-heating, heating and cooling."

3. In paragraph 4, the word "applicable" shall be added before the word "standards" and the words "for example" shall be added before the words "the Comité."

4. Paragraph 6 shall be deleted and replaced by the following text and footnote:

"6. Emissions of PCDD/F are given in total toxic equivalents (TEQ)^{1/}. The toxic equivalence factor values to be used for the purposes of this Protocol shall be consistent with applicable international standards, including the World Health Organization 2005 mammalian toxic equivalence factor values for PCDD/F."

^{1/} The total toxic equivalent (TEQ) is operationally defined by the sum of the products of the concentration of each compound multiplied by its toxic equivalency factor (TEF) value and is an estimate of the total 2,3,7,8-TCDD-like activity of the mixture. Total toxic equivalent was previously abbreviated as TE."

5. Paragraph 7 shall be deleted and replaced by the following text and footnote:

"7. The following limit values, which refer to 11% O₂ concentration in flue gas, apply to the following incinerator types:

Municipal solid waste (existing stationary source burning more than 3 tonnes per hour and every new stationary source)
0.1 ng TEQ/m³

Medical solid waste (existing stationary source burning more than 1 tonne per hour and every new stationary source)

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.5 ng TEQ/m³

Hazardous waste (existing stationary source burning more than 1 tonne per hour and every new stationary source)

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.2 ng TEQ/m³

Non hazardous industrial waste^{1/2/}

New stationary source: 0.1 ng TEQ/m³

Existing stationary source: 0.5 ng TEQ/m³

^{1/} Including incinerators treating biomass waste which may contain halogenated organic compounds or heavy metals as a result of treatment with wood-preservatives or coating, and which includes in particular biomass waste originating from construction and demolition waste, but excluding incinerators only treating other biomass waste."

^{2/} Countries with economies in transition may exclude co-combustion of non-hazardous industrial waste in industrial processes where such waste is used as an additional fuel contributing up to 10% of the energy."

6. The following new paragraphs shall be added after paragraph 7:

8. The following limit value, which refers to 16% O₂ concentration in flue gas, applies to sinter-plants:

0.5 ng TEQ/m³

9. The following limit value, which refers to the actual O₂ concentration in flue gas, applies to the following source:

Secondary steel production – Electric arc furnaces with a capacity to produce more than 2.5 tonnes per hour of molten steel for further processing:

0.5 ng TEQ/m³

J. Annex VI

1. The existing text of the annex shall be marked as paragraph 1.
2. In paragraph (a), after the words “present Protocol” shall be added the words “for a Party”.
3. For paragraph (b) there shall be substituted:
“For existing stationary sources:

(i) eight years after the date of entry into force of the present Protocol for a Party. If necessary this period may be extended for specific existing stationary sources in accordance with the amortization period provided for by national legislation; or
(ii) for a Party that is a country with an economy in transition, up to fifteen years after the date of entry into force of the present Protocol for that Party.”
4. A new paragraph shall be added at the end of the annex as follows:

“2. The timescales for the application of limit values and best available techniques that have been updated or introduced as a result of amendment of this Protocol shall be:

(a) for new stationary sources, two years after the date of entry into force of the relevant amendment for a Party;
(b) for existing stationary sources:

(i) eight years after the date of entry into force of the relevant amendment for a Party; or
(ii) for a Party that is a country with an economy in transition, up to fifteen years after the date of entry into force of the relevant amendment for that Party”.

K. Annex VIII

1. In the second sentence of part I, before the words “annex V” shall be added the words “the guidance document referred to in”.
2. The description of category 1 in the table in part II shall be deleted and replaced by the following text: “Waste incineration, including co-incineration, of municipal, hazardous, non-hazardous and medical wastes and sewage sludge.”
3. The following new categories shall be added to the table in part II:

13	Specific chemical production processes releasing unintentionally formed persistent organic pollutants, especially production of chlorophenols and chloranil.
14	Thermal processes in the metallurgical industry, chlorine-based methods.

ARTICLE 2: RELATIONSHIP TO THE POPS PROTOCOL

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of acceptance of this Amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited an instrument of ratification, acceptance, approval, or accession to the POPS Protocol.

ARTICLE 3: ENTRY INTO FORCE

1. In accordance with article 14(3) of the POPS Protocol, this Amendment shall enter into force on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties to the POPS Protocol have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof.
2. After the entry into force of this Amendment, as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of acceptance.

**DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-RANGE
TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In French)**

Décision 2009/1

**Modification du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII
du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques
persistants**

*Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants
présentes à la vingt-septième session de l'Organe exécutif,*

*Décident de modifier comme suit le Protocole de 1998 à la Convention sur la
pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques
persistants («le Protocole relatif aux POP»):*

**Article premier
Amendement**

A. Article premier

Le paragraphe 12 est remplacé par le texte suivant:

On entend par «source fixe nouvelle» toute source fixe que l'on commence à construire ou que l'on entreprend de modifier substantiellement à l'expiration d'un délai de deux ans qui commence à courir à la date d'entrée en vigueur à l'égard d'une Partie:

a) Du présent Protocole; ou

b) D'un amendement au présent Protocole qui, pour une source fixe, introduit de nouvelles valeurs limites dans la partie II de l'annexe IV ou indique dans l'annexe VIII de quelle catégorie relève cette source.

Il appartient aux autorités nationales compétentes de déterminer si une modification est substantielle ou non, en tenant compte de facteurs tels que les avantages que cette modification présente pour l'environnement.

B. Article 3

1. Aux alinéas b i) et b iii) du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux POP, les termes:

«pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe V» sont remplacés par les termes suivants:

«pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif.».

2. Le point virgule à la fin de l'alinéa b iv) du paragraphe 5 est transformé en point.

3. L'alinéa b v) du paragraphe 5 est supprimé.

C. Article 13

Les termes «Les annexes V et VII ont» sont remplacés par les termes «L'annexe V ».

D. Article 14

1. Le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Les amendements au présent Protocole et aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif et entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des États qui étaient Parties au moment de leur adoption ont déposé leur instrument d'acceptation de ces amendements auprès du Dépositaire. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements. Le présent paragraphe s'applique sous réserve des dispositions des paragraphes 5 *bis* et 5 *ter* ci-après.».

2. Au paragraphe 4, les termes «aux annexes V et VII» sont remplacés par les termes «à l'annexe V» et les termes «l'une ou l'autre de ces annexes» sont remplacés par les termes «l'annexe V».

3. Au paragraphe 5, les termes «ou VII» sont supprimés et les termes «cette annexe» sont remplacés par les termes «l'annexe V».

4. Après le paragraphe 5, les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

«5 *bis*. Pour les Parties qui l'ont accepté, la procédure définie au paragraphe 5 *ter* ci-dessous remplace la procédure définie au paragraphe 3 ci-dessus en ce qui concerne les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII.».

«5 *ter*.

a) Les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une réunion de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa communication à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission, tout amendement à une telle annexe prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa *b* ci-dessous;

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes I à IV, VI ou VIII en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai d'un an à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe prend effet pour cette Partie;

c) Un amendement aux annexes I à IV, VI ou VIII n'entre pas en vigueur si 16 Parties au moins:

i) Ont soumis une notification conformément aux dispositions de l'alinéa *b* ci-dessus; ou

ii) N'ont pas accepté la procédure définie dans ledit alinéa et n'ont pas encore déposé un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.».

E. Article 16

Après le paragraphe 2, il est ajouté un nouveau paragraphe ainsi conçu:

«3. Tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui ne souhaite pas être lié par la procédure définie au paragraphe 5 *ter* de l'article 14 en ce qui concerne l'amendement des annexes I à IV, VI ou VIII le déclare dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.».

F. Annexe I

1. Dans l'inscription de la substance DDT, les conditions (numérotées 1 et 2) relatives à l'élimination de la production sont supprimées et remplacées par le terme «Aucune» et les termes «sauf celles spécifiées à l'annexe II» dans les conditions d'utilisation sont supprimés.
2. Dans l'inscription de la substance Heptachlore, les conditions d'utilisation sont supprimées et remplacées par le terme «Aucune».
3. Dans l'inscription de la substance Hexachlorobenzène, les conditions de production et d'utilisation sont supprimées et remplacées dans les deux cas par le terme «Aucune».
4. Les inscriptions des substances ci-après sont ajoutées en insérant dans l'ordre alphabétique voulu les rubriques suivantes:

Hexachlorobutadiène CAS: 87-68-3	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Hexachloro-cyclohexanes (HCH) (CAS: 608-73-1), y compris le lindane (CAS: 58-89-9)	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune, sauf pour l'isomère gamma du HCH (lindane), utilisé comme insecticide topique à des fins de santé publique. Les utilisations de cette nature feront l'objet d'une réévaluation dans le cadre du Protocole en 2012 ou une année après l'entrée en vigueur de l'amendement, si cette seconde date est postérieure à la première.
Hexabromo-diphényléther ^a et heptabromo- diphényléther ^a	La production	Aucune
	L'utilisation	1. Une Partie peut autoriser le recyclage d'articles qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une ou l'autre de ces substances, ainsi que l'utilisation et l'élimination finale d'articles fabriqués à partir de matériaux recyclés qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une ou l'autre de ces substances, à condition que le recyclage et l'élimination finale soient effectués de manière écologiquement rationnelle et n'aboutissent pas à la récupération de l'une ou l'autre de ces substances en vue de leur réutilisation. 2. À partir de 2013 et tous les quatre ans par la suite jusqu'à ce que la condition ci-dessus soit supprimée ou devienne caduque de quelque autre manière, l'Organe exécutif évaluera les progrès accomplis par les Parties vers la réalisation de leur objectif ultime d'élimination

		de ces substances contenues dans des articles et déterminera s'il est nécessaire de maintenir cette condition, qui en tout état de cause expirera au plus tard en 2030.
Tetrabromo-diphényléther ^b et pentabromo-diphényléther ^b	La production	Aucune
	L'utilisation	1. Une Partie peut autoriser le recyclage d'articles qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une quelconque de ces substances, ainsi que l'utilisation et l'élimination finale d'articles fabriqués à partir de matériaux recyclés qui contiennent ou sont susceptibles de contenir l'une quelconque de ces substances, à condition que le recyclage et l'élimination finale soient effectués de manière écologiquement rationnelle et n'aboutissent pas à la récupération de l'une ou l'autre de ces substances en vue de leur réutilisation. 2. À partir de 2013 et tous les quatre ans par la suite jusqu'à ce que la condition ci-dessus soit supprimée ou devienne caduque de quelque autre manière, l'Organe exécutif évaluera les progrès accomplis par les Parties vers la réalisation de leur objectif ultime d'élimination de ces substances contenues dans des articles et déterminera s'il est nécessaire de maintenir cette condition, qui en tout état de cause expirera au plus tard en 2030.
Pentachlorobenzène CAS: 608-93-5	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Sulfonates de perfluorooctane (SPFO) ^c	La production	Aucune, sauf pour la production en vue des utilisations a) à c) indiquées ci-après et a) à e) indiquées à l'annexe II.
	L'utilisation	Aucune, sauf pour les utilisations suivantes et les utilisations a) à e) indiquées à l'annexe II: a) Électrodéposition du chrome, anodisation au chrome et gravure inversée jusqu'en 2014; b) Dépôt anélectrolytique de nickel-polytétrafluoroéthylène jusqu'en 2014; c) Gravure des substrats plastiques avant la métallisation jusqu'en 2014; d) Mousses extinctrices, mais uniquement si elles ont été fabriquées ou étaient utilisées au 18 décembre 2009; S'agissant des mousses extinctrices: i) Les Parties devraient s'efforcer d'éliminer d'ici à 2014 les mousses extinctrices contenant des SPFO qui étaient fabriquées ou utilisées au 18 décembre 2009 et elles rendront compte de leurs progrès à l'Organe exécutif en 2014; ii) Sur la base des rapports des Parties et du paragraphe i), l'Organe exécutif déterminera en 2015 si l'utilisation de mousses

		extinctrices contenant des SPFO qui étaient fabriquées ou utilisées au 18 décembre 2009 devrait faire l'objet de restrictions supplémentaires.
--	--	--

5. L'inscription de la substance PCB est supprimée et remplacée par la rubrique suivante:

Polychlorobiphényles (PCB) ^d	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune. En ce qui concerne les PCB utilisés à la date d'entrée en vigueur, les Parties: 1. Font des efforts résolus dans le but de parvenir: a) À mettre fin à l'utilisation des PCB identifiables dans les appareils (transformateurs, condensateurs ou récipients analogues renfermant des stocks de liquides résiduels) qui contiennent un volume supérieur à 5 dm³ de liquide dont la teneur en PCB est égale ou supérieure à 0,05 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2010 ou le 31 décembre 2015 pour les pays en transition sur le plan économique; b) À détruire ou décontaminer de façon écologiquement rationnelle: • Tous les PCB liquides visés à l'alinéa a et les autres PCB liquides, non contenus dans des appareils, dont la teneur est supérieure à 0,005 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2015 ou le 31 décembre 2020 pour les pays en transition sur le plan économique; • Tous les PCB liquides visés à l'alinéa a du paragraphe 2 au plus tard le 31 décembre 2029; c) À décontaminer ou éliminer les appareils visés aux alinéas a des paragraphes 1 et 2 de façon écologiquement rationnelle. 2. Les Parties s'efforcent: a) D'identifier et de retirer de la circulation les appareils (par exemple les transformateurs, condensateurs ou récipients analogues renfermant des stocks de liquides) qui contiennent un volume supérieur à 0,05 dm³ de liquide dont la teneur en PCB est supérieure à 0,005 % dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2025; b) D'inventorier les autres articles dont la teneur en PCB dépasse 0,005 % (par exemple gaines de câbles, matériaux de calfatage et objets peints) et à les gérer conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 3. 3. Font en sorte que les appareils décrits aux alinéas a des paragraphes 1 et 2 ne soient ni exportés ni importés.

		sauf en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets.
		4. Privilégient les mesures ci-après visant à réduire l'exposition et les risques en vue de réglementer l'emploi des PCB: a) Utilisation uniquement dans des équipements intacts et qui ne fuient pas et seulement dans des lieux où les risques de rejet dans l'environnement peuvent être réduits au minimum et où il peut y être rapidement remédié; b) Aucune utilisation dans des équipements situés dans des lieux ayant un rapport avec la production ou le traitement de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux. En cas d'utilisation de PCB dans des zones peuplées, y compris des écoles et des hôpitaux, adoption de toutes les mesures pouvant raisonnablement être prises pour prévenir les pannes électriques qui pourraient provoquer un incendie, et inspection à intervalles réguliers des équipements pour déceler les fuites.

6. La note de bas de page *a* à la fin de l'annexe I est supprimée.

7. Les notes de bas de page suivantes sont ajoutées à la fin de l'annexe I:

^a Les termes "hexabromodiphényléther et heptabromodiphényléther" s'entendent des substances suivantes: 2,2',4,4',5,5'-hexabromodiphényléther (BDE-153, CAS N°: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphényléther (BDE-154, CAS N°: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-heptabromodiphényléther (BDE-175, CAS N°: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-heptabromodiphényléther (BDE-183, CAS N°: 207122-16-5) et autres hexa- et heptabromodiphényléthers présents dans l'octabromodiphényléther du commerce.

^b Les termes "tétrabromodiphényléther et pentabromodiphényléther" s'entendent des substances suivantes: 2,2',4,4'-tétrabromodiphényléther (BDE-47, CAS N°: 40088-47-9) et 2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE-99, CAS N°: 32534-81-9) et autres tétra- et pentabromodiphényléthers présents dans le pentabromodiphényléther du commerce.

^c Les termes sulfonates de perfluorooctane (SPFO) s'entendent des substances définies par la formule moléculaire C₈F₁₇SO₂X (X = OH), sel métallique, halogénure, amide et autres dérivés, y compris les polymères.

^d Le terme "polychlorobiphényles" s'entend des composés aromatiques dont la structure est telle que les atomes d'hydrogène de la molécule de biphényle (deux cycles benzéniques reliés par un seul lien carbone-carbone) peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à 10.

G. Annexe II

1. Les inscriptions des substances DDT, HCH et PCB au tableau figurant après le premier paragraphe de l'annexe II sont supprimées.

2. L'inscription de la substance ci-après est ajoutée en insérant dans l'ordre alphabétique voulu la rubrique suivante:

Substance	Régime d'application	
	Réservee aux utilisations ci-après	Conditions
Sulfonates de perfluorooctane (SPFO) ^a	a) Revêtements photorésistants ou antireflets pour les procédés photolithographiques; b) Revêtements photographiques appliqués aux films, papiers ou planches d'impression; c) Antibuée pour chromage dur (VI) non décoratif et agents mouillants utilisés dans les systèmes d'électrodéposition contrôlée; d) Fluides hydrauliques pour l'aviation; e) Certains appareils médicaux (par exemple films de copolymère d'éthylène/tétrafluoroéthylène (ETFE) et ETFE radio-opaque utilisés dans certains dispositifs de diagnostic médical <i>in vitro</i> et filtres couleur pour capteurs CCD).	Les Parties devraient prendre des mesures pour mettre fin à ces utilisations dès que d'autres procédés appropriés sont disponibles. En 2015 au plus tard et tous les quatre ans par la suite, chaque Partie qui utilise ces substances rend compte des progrès accomplis pour les éliminer et communique des informations à ce sujet à l'Organe exécutif. Sur la base des rapports en question, ces restrictions d'utilisation seront réévaluées.

^a Les termes sulfonates de perfluorooctane (SPFO) s'entendent des substances définies par la formule moléculaire C₈F₁₇SO₂X (X = OH), sel métallique, halogénure, amide et autres dérivés, y compris les polymères.

H. Annexe III

1. Le texte dans la colonne «Année de référence» pour chacune des substances énumérées à l'annexe III est supprimé et remplacé par le texte suivant:

«1990, ou toute autre année entre 1985 et 1995 (inclus), ou pour les pays en transition sur le plan économique, toute autre année entre 1985 et l'année d'entrée en vigueur du Protocole pour une Partie, spécifiée par cette Partie lors de la ratification, acceptation, approbation ou adhésion.»

2. Dans l'inscription de la substance Hexachlorobenzène, sous le nom de la substance le texte suivant est ajouté: «CAS: 118-74-1».

3. Une inscription pour la substance PCB est ajoutée en insérant à la fin du tableau la rubrique suivante:

PCB^c 2005, ou toute autre année entre 1995 et 2010 (inclus) ou, pour les pays en transition sur le plan économique, toute autre année entre 1995 et l'année d'entrée en vigueur du Protocole pour une Partie, spécifiée par cette Partie lors de la ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Après la note b, une note ainsi conçue est ajoutée:

«^c Polychlorobiphényles, tels que définis à l'annexe I, lorsqu'ils sont formés et libérés involontairement à partir de sources anthropiques.»

I. Annexe IV

1. Au paragraphe 2, le terme «et» entre les parenthèses est supprimé et les termes «pour une teneur en oxygène donnée» sont ajoutés à la fin.

2. Le paragraphe 3 est supprimé et remplacé par le texte suivant:

«3. Les valeurs limites correspondent au fonctionnement en service normal. Lors d'une opération par lots les valeurs limites correspondent à l'ensemble du procédé – y compris par exemple le préchauffage, le chauffage et le refroidissement.»

3. Au paragraphe 4, le terme «applicables» est ajouté après le terme «normes» et les termes «par exemple» sont ajoutés avant les termes «par le Comité».

4. Le paragraphe 6 est supprimé et remplacé par le texte et la note ci-après:

«6. Les émissions de PCDD/PCDF sont indiquées en équivalent de toxicité (EQT)¹. Les valeurs des facteurs d'équivalence toxique à utiliser aux fins du présent Protocole doivent être conformes aux normes internationales agréées, à commencer par les valeurs des facteurs d'équivalence toxique pour les mammifères établies par l'Organisation mondiale de la santé en 2005 pour les PCDD/PCDF.

¹ L'équivalent de toxicité (EQT) est défini opérationnellement par la somme des produits de la concentration de chaque composé multipliée par la valeur de son facteur d'équivalence toxique et il est une estimation de l'activité totale du mélange assimilable à celle de la 2,3,7,8-TCDD. L'équivalent de toxicité était auparavant désigné par l'abréviation ET.»

5. Le paragraphe 7 est supprimé et remplacé par le texte et la note ci-après:

«7. Les valeurs limites suivantes, qui correspondent à une concentration de O₂ de 11 % dans les gaz de combustion, s'appliquent aux installations d'incinération ci-après:

Déchets urbains solides (source fixe existante d'une capacité supérieure à 3 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

0,1 ng EQT/m³

Déchets médicaux solides (source fixe existante d'une capacité supérieure à 1 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,5 ng EQT/m³

Déchets dangereux (source fixe existante d'une capacité supérieure à 1 t/h et toutes les sources fixes nouvelles)

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,2 ng EQT/m³

Déchets industriels non dangereux^{1,2}

Source fixe nouvelle: 0,1 ng EQT/m³

Source fixe existante: 0,5 ng EQT/m³».

«¹ Y compris les incinérateurs traitant des résidus de biomasse susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds suite à un traitement ou à un revêtement du bois, et qui intègrent en particulier des résidus de biomasse provenant de déchets de bois de construction et de bois de démolition, mais à l'exclusion des incinérateurs traitant uniquement d'autres résidus de biomasse.»

«² Les pays à économie en transition peuvent exclure la cocombustion de déchets industriels non dangereux lors de procédés industriels dans lesquels de tels déchets sont utilisés comme combustible supplémentaire contribuant jusqu'à 10 % de l'énergie.».

6. Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés après le paragraphe 7:

8. La valeur limite suivante, correspondant à une concentration de O₂ de 16 % dans les gaz de combustion, s'applique aux ateliers d'agglomération:

0,5 ng EQT/m³.

9. La valeur limite suivante, correspondant à la concentration de O₂ réelle dans les gaz de combustion, s'applique à la source suivante:

Production d'acier de deuxième fusion — Fours à arc électrique d'une capacité de production supérieure à 2,5 tonnes par heure d'acier en fusion pour transformation ultérieure:

0,5 ng EQT/m³.

J. Annexe VI

1. Le texte existant de l'annexe devient le paragraphe 1.
2. À l'alinéa *a*, après les termes «présent Protocole», les termes «pour une Partie» sont ajoutés.
3. L'alinéa *b* est remplacé par le texte suivant:

«Pour les sources fixes existantes:

- i) Huit ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie. Au besoin, ce délai pourra être prolongé pour des sources fixes particulières existantes conformément au délai d'amortissement prévu à cet égard par la législation nationale; ou
- ii) Pour une Partie qui est un pays en transition sur le plan économique, jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cette Partie.».

4. À la fin de l'annexe il est ajouté un nouveau paragraphe ainsi conçu:

«2. Les délais d'application des valeurs limites et des meilleures techniques disponibles qui ont été actualisées ou introduites par suite d'un amendement au présent Protocole sont les suivants:

a) Pour les sources fixes nouvelles, deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent pour une Partie; et

b) Pour les sources fixes existantes:

- i) Huit ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent pour une Partie; ou
- ii) Pour une Partie qui est un pays en transition sur le plan économique, jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur de l'amendement pertinent à l'égard de cette Partie.».

K. Annexe VIII

1. Dans la deuxième phrase de la première partie, les termes «dans le document d'orientation visé à» sont ajoutés avant les termes «l'annexe V».
2. La description de la catégorie 1 dans le tableau de la deuxième partie est supprimée et remplacée par le texte suivant: «Incinération des déchets, y compris coïncinération, des déchets urbains, dangereux, non dangereux ou médicaux ainsi que des boues d'épuration.».
3. Les nouvelles catégories ci-après sont ajoutées dans le tableau figurant dans la deuxième partie:
 - 13 Procédés de production chimique spécifiques émettant involontairement des polluants organiques persistants, en particulier la production de chlorophénols et de chloranil.
 - 14 Procédés thermiques utilisés dans l'industrie métallurgique, méthodes utilisant du chlore.

Article 2

Lien avec le Protocole relatif aux pop

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole relatif aux POP.

Article 3

Entrée en vigueur

1. Conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole relatif aux POP, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.
2. Après l'entrée en vigueur du présent amendement, comme il est stipulé au paragraphe 1, il entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt de son instrument d'acceptation.

**DECISIONS ADOPTED ON 18 DECEMBER 2009 TO AMEND THE PROTOCOL
ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS TO THE CONVENTION ON LONG-
RANGE TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION
(In Russian)**

Решение 2009/1

**Внесение поправок в Протокол по стойким органическим загрязнителям
1998 года и в приложения I, II, III, IV, VI и VIII к Протоколу**

Стороны Протокола по стойким органическим загрязнителям 1998 года, проводя заседание в ходе двадцать седьмой сессии Исполнительного органа,

постановляют внести следующие поправки в Протокол по стойким органическим загрязнителям 1998 года (Протокол по СОЗ) к Конвенции о трансграничном загрязнении воздуха на большие расстояния:

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКА

A. Статья 1

Пункт 12 необходимо заменить следующим текстом:

"Новый стационарный источник" означает любой стационарный источник, сооружение или существенная модификация которого начинается по истечении двух лет со дня вступления в силу для соответствующей Стороны:

- a) настоящего Протокола; или
- b) поправки к настоящему Протоколу, которая вводит в отношении соответствующего стационарного источника либо новые предельные значения в части II приложения IV либо включает данную категорию в приложение VIII, к которому этот источник относится.

Вопрос об определении того, является ли модификация существенной или нет, решается компетентными национальными органами с учетом таких факторов, как экологические выгоды такой модификации.

B. Статья 3

1. В подпунктах b) i) и b) iii) пункта 5 статьи 3 Протокола по СОЗ слова

"в отношении которого в приложении V определяются наилучшие имеющиеся методы"

заменить словами

"в отношении которого в руководстве, принятом Сторонами на сессии Исполнительного органа, определяются наилучшие имеющиеся методы".

2. Вместо точки с запятой в конце подпункта b) iv) пункта 5 поставить точку.
3. Подпункт b) v) пункта 5 исключить из текста.

C. Статья 13

Слова "Приложения V и VII имеют" заменить словами "Приложение V имеет".

D. Статья 14

1. Пункт 3 заменить следующим текстом:

"3. Поправки к настоящему Протоколу и к приложениям I-IV, VI и VIII принимаются Сторонами, присутствующими на сессии Исполнительного органа, на основе консенсуса и вступают в силу для принявших их Сторон на девяностый день после даты сдачи на хранение депозитарию двумя третями Сторон своих документов об их принятии. Поправки вступают в силу для любой другой Стороны на девяностый день после даты сдачи на хранение этой Стороной своего документа о принятии поправок. Настоящий пункт применяется с учетом положений пунктов 5-бис и 5-тер, приводимых ниже".

2. В пункте 4 слова "приложениям V и VII" следует заменить "приложению V", а слова "любому такому приложению" заменить словами "приложению V".
3. В пункте 5 исключить из текста слова "или VII", а слова "такому приложению" заменить словами "приложению V".
4. После пункта 5 следует добавить следующие новые пункты:

"5-бис. Для тех Сторон, которые приняли процедуру внесения поправок в приложения I-IV, VI и VIII, изложенную в пункте 5-тер ниже, эта процедура заменяет процедуру, изложенную в пункте 3 выше.

5-тер.

- а) Поправки к приложениям I-IV, VI и VIII принимаются Сторонами, присутствующими на сессии Исполнительного органа, на основе консенсуса. По истечении одного года с даты препровождения поправки всем Сторонам Исполнительным секретарем Комиссии поправка к любому такому приложению становится действительной для тех Сторон, которые не представили Депозитарию уведомление в соответствии с положениями подпункта b) ниже;
- б) любая Сторона, которая не может одобрить поправку к приложениям I-IV, VI и VIII, уведомляет об этом Депозитария в письменном виде в течение одного года после даты сообщения о ее принятии. Депозитарий незамедлительно извещает все Стороны о получении любого такого уведомления. Сторона может в любое время заменить свое предыдущее уведомление согласием принять поправку, и с момента сдачи Депозитарию документа о таком согласии поправка к такому приложению становится действительной для этой Стороны;
- с) любая поправка к приложениям I-IV, VI и VIII не вступает в силу, если в общей сложности 16 или более Сторон либо:
 - i) представили уведомления в соответствии с положениями подпункта b) выше; либо
 - ii) не приняли процедуру, установленную в настоящем пункте, и еще не сдали на хранение документ о ее принятии в соответствии с положениями пункта 3 выше".

Е. Статья 16

После пункта 2 добавить следующий новый пункт:

"3. Государство или региональная организация экономической интеграции заявляет в своем документе о ратификации, принятии, утверждении или присоединении, о своем отказе быть связанной процедурами, устанавливаемыми в пункте 5-тер статьи 14 в отношении внесения поправок в приложения I-IV, VI и VIII".

Г. Приложение I

- В случае ДДТ в перечне веществ условия (обозначенные цифрами 1 и 2) прекращения производства исключить и заменить их словами "Не выдвигаются", а слова "за исключением случаев, указанных в приложении II", касающиеся условий использования, следует исключить.
- В случае гептахлора в перечне веществ условия использования исключить и заменить их словами "Не выдвигаются".
- В случае гексахлорбензола в перечне веществ исключить условия прекращения производства и использования и в каждом случае заменить их словами "Не выдвигаются".
- Добавить перечень следующих веществ, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Гексахлорбутадиен CAS: 87-68-3	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются

Гексахлорцикло- гексаны (HCH) (CAS: 608-73-1), включая линдан (CAS: 58-89-9)	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются, за исключением гамма-изомера HCH (линдан), используемого в качестве инсектицида местного действия в общемедицинских целях. Такое использование будет подвергнуто повторной оценке в рамках настоящего Протокола в 2012 году или через год после того, как указанная поправка вступит в силу, в зависимости от того, какая из дат является более поздней.

Гексабромдифе- нилэфир ^{a/} и гептабромдифе- нилэфир ^{a/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	1. Сторона может разрешить рециркуляцию изделий, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, а также использование и окончательное удаление изделий, произведенных из рециркулированных материалов, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, при условии что рециркуляция и окончательное удаление осуществляется

		экологически безопасными методами и не приводит к рекуперации любого из этих веществ для повторного использования. 2. Начиная с 2013 года и каждые последующие четыре года после даты, когда упомянутое выше условие снимается или перестало действовать по иным причинам, Исполнительный орган оценивает прогресс, достигнутый Сторонами в деле достижения их конечной цели по ликвидации этих веществ, содержащихся в изделиях, и рассматривает дальнейшую необходимость в этом условии, действие которого в любом случае истекает в конце 2030 года.
--	--	---

Тетрабромдифенилэфир ^{b/} и пентабромдифенилэфир ^{b/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	1. Сторона может разрешить рециркуляцию изделий, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, а также использование и окончательное удаление изделий, произведенных из рециркулированных материалов, которые содержат или могут содержать любое из этих веществ, при условии что рециркуляция и окончательное удаление осуществляется экологически безопасными методами и не приводит к рекуперации любого из этих веществ для повторного использования. 2. Начиная с 2013 года и каждые последующие четыре года после даты, когда упомянутое выше условие снимается или перестало действовать по иным причинам, Исполнительный орган оценивает прогресс, достигнутый Сторонами в деле достижения их конечной цели по ликвидации этих веществ, содержащихся в изделиях, и рассматривает дальнейшую необходимость в этом условии, действие которого в любом случае истекает в конце 2030 года.

Пентахлорбензол CAS: 608-93-5	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются

Перфторооктановый сульфонат (ПФОС) ^а	Производство	Не выдвигаются, за исключением видов используемых в подпунктах а)-с) ниже и подпункта II
	Использование	Не выдвигаются, за исключением видов использования и видов использования, указанных в подпунктах а)-е) приложения II а) при нанесении гальванических хромовых покрытий, в хромовом анодировании и обратном травлении до 2014 года; б) при нанесении никель-полиэлектродных покрытий методом химического восстановления до 2014 года; с) при травлении пластмассовых подложек перед их металлизацией до 2014 года; д) в отнегасящих пенах, но только в тех случаях, когда они были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года. Применительно к отнегасящим пенам: i) Сторонам следует стремиться к ликвидации к 2014 году отнегасящих пен, содержащих ПФОС, которые были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года, и сообщить о достигнутом ими прогрессе ii) На основе докладов Сторон и пункта i) Исполнительный орган в 2015 году определит необходимость введения дополнительных ограничений на использование содержащих ПФОС отнегасящих пен, которые были изготовлены или использовались до 18 декабря 2009 года.

5. ПХД из перечня исключаются и заменяются следующей строкой:

Полихлорированные дифенилы (ПХД) ^{d/}	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются. В отношении ПХД, использовавшихся к дате начала осуществления, Стороны: 1. Прилагают целенаправленные усилия для: а) прекращения использования поддающихся выявлению ПХД в оборудовании (т.е. трансформаторах, конденсаторах или других резервуарах с остаточным количеством жидкости), содержащем ПХД в объемах свыше 5 дм³ при концентрации ПХД 0,05% или более, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2010 года или 31 декабря 2015 года для стран с переходной экономикой; б) уничтожения или обеззараживания экологически обоснованным образом: - всех жидких ПХД, указанных в подпункте а), и других жидких ПХД с концентрацией ПХД более 0,005%, которые не содержатся в оборудовании, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2015 года или 31 декабря 2020 года для стран с переходной экономикой; - всех жидких ПХД, указанных в подпункте 2 а), не позднее 31 декабря 2029 года; с) обеззараживания или удаления оборудования, указанного в пунктах 1 а) и 2 а), экологически обоснованным образом.

		2. Прилагают целенаправленные усилия для: а) выявления и вывода из эксплуатации оборудования (например, трансформаторов, конденсаторов и других резервуаров с остаточным количеством жидкости), содержащего ПХД в концентрации более 0,005% ПХД и объемах свыше 0,05 дм³, как можно скорее, но не позднее 31 декабря 2025 года; б) выявления других изделий, содержащих более 0,005% ПХД (таких как защитные оболочки кабеля, отвержденные уплотняющие составы и окрашенные изделия), и обеспечения их регулирования в соответствии с пунктом 3 статьи 3. 3. Обеспечивают, чтобы оборудование, указанное в подпунктах 1 а) и 2 а), не экспортировалось и не импортировалось для каких-либо иных целей, кроме целей экологически обоснованного удаления отходов. 4. Содействуют принятию следующих мер по сокращению времени воздействия и снижению рисков в целях осуществления контроля за использованием ПХД. а) использование ПХД только в неповрежденном, герметичном оборудовании и только в тех местах, где риск в случае их высвобождения в окружающую среду может быть сведен к минимуму, а последствия этого могут быть оперативно устранены; б) неприменение ПХД в оборудовании, расположенном в местах, связанных с производством и переработкой продовольствия или кормов.
--	--	--

		При использовании ПХД в местах скопления людей, включая школы и больницы, принятие всех разумных мер для предупреждения электротехнических неполадок, способных привести к возгоранию, и регулярный осмотр оборудования на предмет выявления утечек.
--	--	--

6. Сноску а/ в конце приложения I исключить.

7. В конце приложения I добавить следующие сноски:

"a/ "Гексабромдифенилэфир и гептабромдифенилэфир" означают 2,2',4,4',5,5'-гексабромдифенилэфир (БДЭ-153, CAS No: 68631-49-2), 2,2',4,4',5,6'-гексабромдифенилэфир (БДЭ-154, CAS No: 207122-15-4), 2,2',3,3',4,5',6-гептабромдифенилэфир (БДЭ-175, CAS No: 446255-22-7), 2,2',3,4,4',5',6-гептабромдифенилэфир (БДЭ-183, CAS No: 207122-16-5) и другие гекса- и гептабромдифенилэфир, присутствующие в коммерческом октабромдифенилэфире".

"b/ "Тетрабромдифенилэфир и пентабромдифенилэфир" означают 2,2',4,4'-тетрабромдифенилэфир (БДЭ-47, CAS No: 40088-47-9) и 2,2',4,4',5-пентабромдифенилэфир (БДЭ-99, CAS No: 32534-81-9) и другие тетра- и пентабромдифенилэфир, присутствующие в коммерческом пентабромдифенилэфире".

"c/ "Перфтороктановые сульфонаты (ПФОС) означают вещества, определяемые по молекулярной формуле $C_8F_{17}SO_2X$, в которой $X = OH$, соли металлов, галиды, амиды или другие производные, включающие полимеры".

"d/ "Полихлорированные дифенилы" означают ароматические соединения, образованные таким образом, что атомы водорода в дифениловой молекуле (два бензольных кольца, связанные вместе единой углерод-углеродной связью) могут быть замещены 10 атомами хлора".

Г. Приложение II

1. Таблицу, помещенную после первого пункта в приложении II, включая перечень ДДТ, ГХГ и ПХД, следует исключить.
2. В перечень необходимо добавить следующее вещество, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Вещество	Требования, касающиеся осуществления	
	Допускаемое использование	Условия
Перфтороктановые сульфонаты (ПФОС) ^{a/}	а) В фоторезисторах или просветляющих покрытиях для фотолитографических процессов; б) в покрытиях, наносимых на фото- и киноплёнки, фотобумагу или контрастные пластины; в) в брызгоподавателях для недекоративного покрытия на основе твердого хрома (VI) и увлажняющих реагентах для использования в регулируемых системах электрогальванизации; г) в жидкостях для авиационных гидравлических систем; д) в некоторых медицинских приборах (например, для покрытий на основе сополимера этилентетрафторэтилена (ЭТФЭ) и производство рентгеноконтрастного ЭТФЭ, для медицинских приборов, используемых для диагностики в искусственных условиях, и цветных ПЗС фильтров).	Сторонам следует принять меры для прекращения этих видов использования, как только появятся приемлемые альтернативы. Не позднее чем в 2015 году и каждые четыре года после этого каждая Сторона, которая использует эти вещества, сообщает о прогрессе, достигнутом в деле их ликвидации, и предоставляет информацию о таком прогрессе Исполнительному органу. Эти ограниченные виды использования должны быть переоценены на основе этих докладов.

^{a/} Термин "Перфтороктановый сульфонат" (ПФОС) означает вещества, определяемые по молекулярной формуле $C_8F_{17}SO_2X$, где $X = OH$, соли металлов, галиды, амиды или другие производные, включающие полимеры.

Н. Приложение III

1. Текст в позиции "Базовый год" для каждого вещества, перечисленного в приложении III, исключить и заменить следующим текстом:

"1990 год; или любой другой год в период с 1985 по 1995 год включительно, или для стран с переходной экономикой любой другой год в период с 1985 по год вступления Протокола в силу для данной Стороны, определяемый данной Стороной при ратификации, принятии, утверждении или присоединении".

2. В случае гексахлорбензола в перечне веществ добавить следующий текст:
"CAS: 118-74-1".

3. В случае ПХД в перечне веществ добавить новый текст, включив его в конец таблицы:

ПХД ^{c/}	2005 год; или любой другой год в период с 1995 по 2010 год включительно, или для стран с переходной экономикой любой другой год в период с 1995 по год вступления Протокола в силу для данной Стороны, определяемый данной Стороной при ратификации, принятии, утверждении или присоединении.
-------------------	---

4. После сноски b/ добавить следующую сноску:

^{c/} Полихлорированные дифенилы, определенные в приложении I, при непреднамеренном образовании и выбросе из антропогенных источников".

I. Приложение IV

1. Внутри скобок в пункте 2 исключить слово "и" и в конце добавить слова "и при данном содержании кислорода".

2. Исключить текст пункта 3 и заменить его следующим текстом:

"3. Предельные значения соотносятся с обычными условиями эксплуатации. При циклических процессах предельные значения соотносятся со средними уровнями, наблюдаемыми в ходе всего цикла, включая, например, подогрев, термообработку и охлаждение".

3. В пункте 4 перед словом "стандартами" добавить слово "применяемыми", а перед словом "Комитетом" добавить слово "например".

4. Исключить пункт 6 и заменить его следующим текстом и сноской:

"6. Выбросы ПХДД/Ф приводятся в виде значений эквивалентной токсичности (Э.Т.)^{1/}. Значения коэффициента эквивалентной токсичности, которые будут использоваться для целей настоящего Протокола, должны соответствовать общепринятым международным стандартам, включая принятые в 2005 году Всемирной организацией здравоохранения значения коэффициента эквивалентной токсичности ПХДД/Ф для млекопитающих."

^{1/} Общее значение эквивалента токсичности (Э.Т.) операционно определяется как сумма произведений концентрации каждого соединения, умноженной на его коэффициент эквивалентной токсичности и представляет собой оценку общей токсичности смеси в пересчете на 2,3,7,8-ПХДД/Ф. Ранее для общего эквивалента токсичности использовалось сокращение Э.Т."

5. Исключить пункт 7 и заменить его следующим текстом и сноской:

"7. Следующие предельные значения, которые относятся к 11% концентрации O_2 в дымовом газе, применяются к типам печей для сжигания отходов:

Твердые коммунально-бытовые отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 3 тонн в час, а также каждый новый стационарный источник)

0,1 нг Э.Т./м³

Твердые медицинские отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 1 тонны в час, а также каждый новый стационарный источник)

Новый стационарный источник: 0,1 нг Э.Т./м³

Существующий стационарный источник: 0,5 нг Э.Т./м³

Опасные отходы (существующий стационарный источник с объемом сжигаемых отходов более 1 тонны в час, а также каждый новый стационарный источник)

Новый стационарный источник: 0,1 нг Э.Т./м³

Существующий стационарный источник: 0,2 нг Э.Т./м³

Неопасные промышленные отходы^{1/2/}

Новый стационарный источник: 0,1 нг Э.Т./м³

Существующий стационарный источник: 0,5 нг Э.Т./м³"

"1/ Включая печи, сжигающие отходы биомассы, которые могут содержать галогенизированные органические соединения или тяжелые металлы в результате обработки древесины консервантами или ее покрытия и которые содержат, в частности, отходы биомассы, образующиеся из строительного мусора или обломков зданий после сноса, но исключая печи, сжигающие только другие отходы биомассы."

"2/ Страны с переходной экономикой могут исключить сжигание неопасных промышленных отходов в ходе промышленных процессов, когда такие отходы используются в качестве дополнительного топлива, дающего до 10% энергии."

6. После пункта 7 добавить следующие новые пункты:

8. Следующее предельное значение, которое относится к 16-процентной концентрации O_2 в дымовом газе, применяется к следующим мусоросжигающим установкам:

0,5 нг Э.Т./м³

9. Следующее предельное значение, которое относится к фактической концентрации O_2 в дымовом газе, применяется к следующему источнику:

вторичное производство стали - электродуговые печи производственной мощностью 2,5 тонны в час расплава стали для дальнейшей переработки:

0,5 нг Э.Т./м³.

Ж. Приложение VI

1. Существующий текст приложения обозначить как пункт 1.

2. В пункте а) после слов "настоящего Протокола" добавить слова "для данной Стороны".

3. Пункт b) заменить следующим текстом:

"В отношении существующих стационарных источников:

- i) восемь лет после даты вступления в силу настоящего Протокола для данной Стороны. В случае необходимости этот период может быть продлен для конкретных существующих стационарных источников на срок амортизации, предусмотренный национальным законодательством; или
- ii) для Стороны, являющейся страной с переходной экономикой, - не более пятнадцати лет после даты вступления в силу настоящего Протокола для данной Стороны".

4. В конце приложения добавить новый пункт следующего содержания:

"2. Сроками для применения предельных значений и наилучших имеющихся методов, обновленных или принятых в результате внесения поправок в настоящий Протокол, являются:

- a) в отношении новых стационарных источников - два года после даты вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны;
- b) для существующих стационарных источников:
 - i) восемь лет после вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны; или
 - ii) для Стороны, являющейся страной с переходной экономикой, - не более пятнадцати лет после даты вступления в силу соответствующей поправки для данной Стороны".

К. Приложение VIII

1. Во втором предложении части I перед словами "приложении V" добавить следующие новые слова "руководящий документ, упомянутый в".

2. Описание категории I в таблице в части II исключить из текста и заменить его следующим текстом: "Сжигание отходов, включая совместное сжигание муниципальных, опасных, неопасных и медицинских отходов и осадка сточных вод".

3. В таблице в части II добавить следующие новые категории:

13	Конкретные химико-технологические процессы, в ходе которых непреднамеренно образуются стойкие органические загрязнители, особенно при производстве хлорбензолов и хлоранила.
14	Термические процессы в металлургической промышленности, особенно основанные на использовании хлора.

СТАТЬЯ 2: СВЯЗЬ С ПРОТОКОЛОМ ПО СОЗ

Ни одно государство или региональная организация экономической интеграции не могут сдавать на хранение документ о принятии данной поправки, если только до этого или одновременно с этим они не сдали на хранение ратификационную грамоту или документ о принятии, одобрении или присоединении к Протоколу по СОЗ.

СТАТЬЯ 3: ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

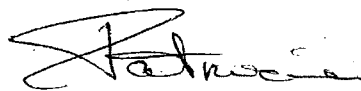
1. В соответствии с пунктом 3 статьи 14 Протокола по СОЗ настоящая поправка вступает в силу на девяностый день после даты сдачи на хранение Депозитарию двумя третями Сторон Протокола по СОЗ своих документов о ее принятии.
2. После вступления в силу настоящей Поправки, как предусмотрено пунктом 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день после даты сдачи ею на хранение своего документа о принятии.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendments to the text and to Annexes I to IV, VI and VIII to the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Persistent Organic Pollutants, adopted by the Parties on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, which was held in Geneva, Switzerland, from 14 to 18 December 2009.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des Amendements au texte et aux Annexes I à IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 à la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Patricia O'Brien

United Nations
New York, 14 September 2010

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 septembre 2010

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Reference: C.N.556.2010.TREATIES-4 (Depositary Notification)

PROTOCOL TO THE 1979 CONVENTION ON LONG-RANGE
TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION ON PERSISTENT ORGANIC
POLLUTANTS

AARHUS, 24 JUNE 1998

AMENDMENTS TO ANNEXES I AND II TO THE PROTOCOL

The Secretary-General of the United Nations, acting in his capacity as depositary,
communicates the following:

By Decision 2009/2, adopted on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, held in Geneva, Switzerland from 14 to 18 December 2009, the Parties adopted amendments to Annexes I and II to the Protocol, in accordance with paragraph 3 of article 14 of the Protocol.

In accordance with paragraph 3 of article 14, amendments to annexes I and II shall enter into force for the Parties which have accepted them on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof. Amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after the date on which that Party has deposited its instrument of acceptance thereof.

.... A copy of the authentic text of the amendments in the English, French and Russian languages is attached.

14 September 2010

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. G. W.' or similar.

Attention: Treaty Services of Ministries of Foreign Affairs and of international organizations concerned. Depositary notifications are issued in electronic format only. Depositary notifications are made available to the Permanent Missions to the United Nations in the United Nations Treaty Collection on the Internet at <http://treaties.un.org>, under "Depositary Notifications (CNs)". In addition, the Permanent Missions, as well as other interested individuals, can subscribe to receive depositary notifications by e-mail through the Treaty Section's "Automated Subscription Services", which is also available at <http://treaties.un.org>.

C.N.556.2010.TREATIES-4 (Annex/Annexe)

AMENDMENTS TO ANNEXES I AND II

AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II

Decision 2009/2

Listing of short-chain chlorinated paraffins and polychlorinated naphthalenes in annexes I and II to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants

The Parties to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants meeting within the twenty-seventh session of the Executive Body,

Decide to amend the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants (the "POPs Protocol") to the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution as follows:

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Annex I

1. Listings for the following substances shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following rows:

Polychlorinated naphthalenes (PCN)	Production	None
	Use	None
Short-chain chlorinated paraffins ^{d/}	Production	None, except for production for the uses specified in annex II
	Use	None, except for the uses specified in annex II

2. The following footnote shall be added at the end of annex I:

^{d/} Short-chain chlorinated paraffins means chlorinated alkanes with a carbon chain-length of 10 to 13 carbon atoms and the degree of chlorination of more than 48% by weight."

B: Annex II

A listing for the following substance shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following row:

Short-chain chlorinated paraffins ^{b/}	(a) Fire retardants in rubber used in conveyor belts in the mining industry; (b) Fire retardants in dam sealants.	Parties should take action to eliminate these uses once suitable alternatives are available. No later than 2015 and every four years thereafter, each Party that uses these substances shall report on progress made to eliminate them and submit information on such progress to the Executive Body. Based on these reports, these restricted uses shall be reassessed.
---	--	---

2. The following footnote shall be added at the end of annex II:

^{b/} Short-chain chlorinated paraffins means chlorinated alkanes with a carbon chain-length of 10 to 13 carbon atoms and the degree of chlorination of more than 48% by weight.

ARTICLE 2: RELATIONSHIP TO THE POPs PROTOCOL

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of acceptance of this Amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited an instrument of ratification, acceptance, approval, or accession to the POPs Protocol.

ARTICLE 3: ENTRY INTO FORCE

1. In accordance with article 14(3) of the POPs Protocol, this Amendment shall enter into force on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties to the POPs Protocol have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof.

2. After the entry into force of this Amendment, as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of acceptance.

Décision 2009/2

Inscription des paraffines chlorées à chaîne courte et des naphthalènes polychlorés aux annexes I et II du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants

Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants présentes à la vingt-septième session de l'Organe exécutif,

Décident de modifier comme suit le Protocole de 1998 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants («le Protocole relatif aux POP»):

Article premier Amendement

A. Annexe I

1. Les inscriptions des substances ci-après sont ajoutées en insérant dans l'ordre alphabétique voulu les rubriques suivantes:

Naphthalènes polychlorés (NPC)	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Paraffines chlorées à chaîne courte ^d	La production	Aucune, sauf pour la production en vue des utilisations spécifiées à l'annexe II
	L'utilisation	Aucune, sauf pour les utilisations spécifiées à l'annexe II

2. La note de bas de page ci-après est ajoutée à la fin de l'annexe I:

«^d Le terme "paraffines chlorées à chaîne courte" s'entend de chloroalcane ayant une longueur de chaîne carbonée comprise entre 10 et 13 atomes de carbone et un degré de chloration de plus de 48 % en poids.».

B. Annexe II

L'inscription de la substance ci-après est ajoutée en insérant dans l'ordre alphabétique voulu la rubrique suivante:

Paraffines chlorées à chaîne courte ^b	a) Agents ignifuges dans le caoutchouc des courroies transporteuses utilisées dans les mines; b) Matériaux d'étanchéité dans les barrages.	Les Parties devraient prendre des mesures pour éliminer ces utilisations dès que d'autres procédés appropriés sont disponibles. En 2015 au plus tard et tous les quatre ans par la suite, chaque Parties qui utilise ces substances rend compte des progrès accomplis pour les éliminer et communique des informations à ce sujet à l'Organe exécutif. Sur la base des rapports en question, ces restrictions d'utilisation seront réévaluées.
--	--	--

2. La note de bas de page ci-après est ajoutée à la fin de l'annexe II:

«^b Le terme "paraffines chlorées à chaîne courte" s'entend de chloroalcanes ayant une longueur de chaîne carbonée comprise entre 10 et 13 atomes de carbone et un degré de plus de 48 % en poids.».

Article 2

Lien avec le Protocole relatif aux POP

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole relatif aux POP.

Article 3

Entrée en vigueur

- Conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole relatif aux POP, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.
- Après l'entrée en vigueur du présent amendement, comme il est stipulé au paragraphe 1, il entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt de son instrument d'acceptation.

Решение 2009/2

Включение в приложения I и II к Протоколу по стойким органическим загрязнителям 1998 года короткоцепных хлорированных парафинов и полихлорированных нафталинов

Стороны Протокола по стойким органическим загрязнителям 1998 года, проведя заседание в ходе двадцать седьмой сессии Исполнительного органа,

постановляют внести в Протокол по стойким органическим загрязнителям 1998 года ("Протокол СОЗ") к Конвенции о трансграничном загрязнении воздуха на большие расстояния следующие поправки:

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКА

А. Приложение I

1. Необходимо добавить следующие вещества, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Полихлорированные нафталины (ПХН)	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются
Короткоцепные хлорированные парафины	Производство	Не выдвигаются, за исключением производства для видов использования, указанных в приложении II
	Использование	Не выдвигается, за исключением видов использования, указанных в приложении II

2. В конце приложения I добавить следующую сноску:

^{b/} "Короткоцепные хлорированные парафины" означают хлорированные алканы с углеродной цепочкой длиной в 10-13 атомов углерода и степенью хлорирования более 48% по весу".

В. Приложение II

Необходимо добавить следующее вещество, включив нижеследующую строку в соответствующем алфавитном порядке:

Короткоцепные хлорированные парафины ^{b/}	а) Замедлители горения в резиновом полотне конвейеров, используемых в горнодобывающей промышленности;	Сторонам следует принять меры для прекращения этих видов использования, как только появятся приемлемые альтернативы.
	б) Замедлители горения в изоляционных материалах плотин.	Не позднее 2015 года и после этого каждая Сторона, использующая эти вещества, сообщает раз в четыре года о прогрессе, достигнутом в деле ликвидации таких видов использования, и предоставляет информацию об этом прогрессе Исполнительному органу. Эти ограниченные виды использования переоцениваются на основе этих сообщений.

2. В конце приложения II добавить следующую сноску:

^{b/} "Короткоцепные хлорированные парафины" означают хлорированные алканы с углеродной цепочкой длиной в 10-13 атомов углерода и степенью хлорирования более 48% по весу".

СТАТЬЯ 2: СВЯЗЬ С ПРОТОКОЛОМ ПО СОЗ

Ни одно государство или региональная организация экономической интеграции не может сдавать на хранение документ о принятии данной поправки, если только до этого или одновременно с этим они не сдали на хранение ратификационную грамоту или документ о принятии, одобрении или присоединении к Протоколу по СОЗ.

СТАТЬЯ 3: ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. В соответствии с пунктом 3 статьи 14 Протокола по СОЗ настоящая поправка вступает в силу на девяностый день после даты сдачи на хранение Депозитарию двумя третями Сторон Протокола по СОЗ своих документов о ее принятии.
2. После вступления в силу настоящей Поправки, как предусмотрено пунктом 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день после даты сдачи ею на хранение своего документа о принятии.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendments to Annexes I and II to the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Persistent Organic Pollutants, adopted by the Parties on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, which was held in Geneva, Switzerland, from 14 to 18 December 2009.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des Amendements aux Annexes I et II du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 à la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Patricia O'Brien



United Nations
New York, 14 September 2010

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 septembre 2010